ISSN 3088-8824

Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 10 septembre 2026 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°981 ■

Chronique Eco

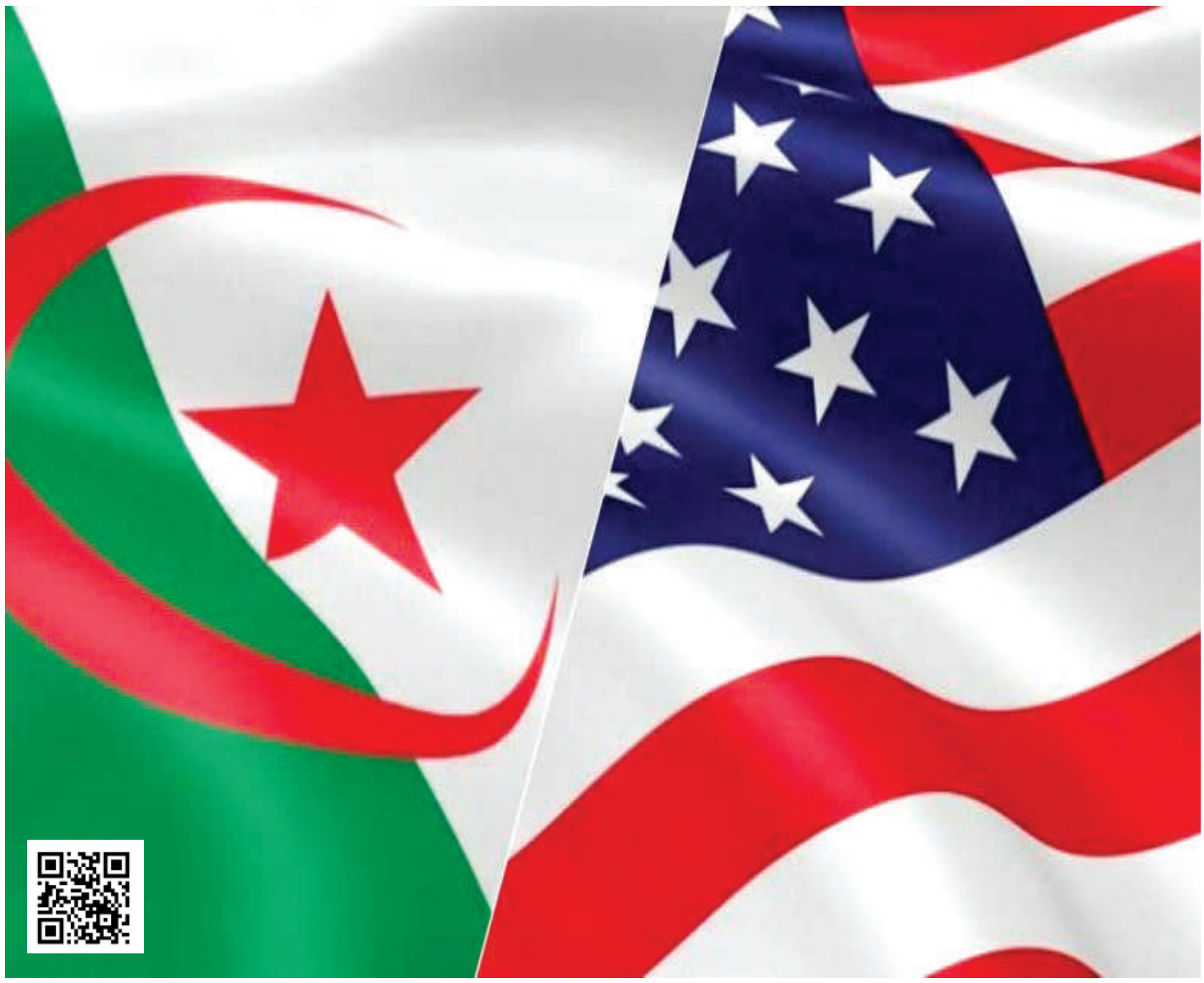
Quand la spécialisation contraint les choix économiques ; il est encore possible de s'en sortir

P 16

PARTENARIAT ALGÉRO-AMÉRICAIN

De nouvelles perspectives d'investissement

Le partenariat entre l'Algérie et les États-Unis semble appelé à connaître un nouvel approfondissement, notamment dans les domaines sécuritaire et économique. Lors d'un entretien téléphonique tenu avant-hier avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le conseiller principal du président américain Donald Trump pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Massad Boulos, a réaffirmé la volonté de Washington de renforcer la coopération avec Alger. P 3



EXTENSION DES ACTIVITÉS

NESDA renforce l'accompagnement des entreprises

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), agence Alger-Centre, intensifie ses actions d'information et de sensibilisation auprès des entreprises et des porteurs d'activités économiques, à travers le lancement d'une campagne de terrain dédiée au programme d'extension d'activités. P 2

SONELGAZ INTERNATIONAL

Cap sur les mégaprojets africains

Fort de ses deux premières réalisations au Niger et au Tchad, Sonelgaz International entend poursuivre son offensive sur le marché africain. Deux projets d'envergure sont actuellement en discussion, en Côte d'Ivoire et au Mozambique, et pourraient marquer un changement d'échelle pour la filiale internationale du groupe public Sonelgaz.

P 5

ALGÉRIE-SLOVAQUIE

Un nouveau cadre pour renforcer le partenariat économique

L'Algérie et la Slovaquie affichent leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leurs relations bilatérales, en misant notamment sur le développement des échanges économiques et la multiplication des opportunités de partenariat.

P 3

SERVICES FISCAUX

Cinq nouvelles prestations numériques accessibles via Dzair Digital Services P 2

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Un projet stratégique prometteur reliant l'extrême Sud au Nord du pays P 5

PROFITANT D'UNE DEMANDE REDOUBLÉE POUR LES SEMI-CONDUCTEURS

Les exportations de la Chine bondissent de 25% en août P 11

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Vers le lancement du portail numérique d'accès aux produits pharmaceutiques

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique prévoit le lancement du portail numérique d'accès aux produits pharmaceutiques, en tant qu'outil de planification industrielle et sanitaire et de régulation du marché, à même de soutenir la production locale. Le projet de ce portail, baptisé PAPP BOX, a été présenté, mardi à Alger, en présence du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, du Directeur général de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP), Cherif Delih, ainsi que de responsables d'entreprises du secteur et de représentants d'organisations patronales, de l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (UNOP), du Syndicat national des pharmaciens d'officine (SNAPO) et du Conseil national de l'ordre des pharmaciens d'Algérie (CNOP-Algérie). Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Kouidri a indiqué que ce "projet structurant" s'inscrit dans le cadre de la démarche engagée par l'Algérie pour moderniser son système réglementaire et rationaliser l'accès au marché national des médicaments, "en concrétisation de la vision stratégique du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à consacrer la souveraineté sanitaire de notre pays". Le ministre a ajouté que ce projet "intervient dans le prolongement des travaux engagés par le ministère dans le domaine de la régulation du marché pharmaceutique", soulignant "qu'après avoir œuvré au renforcement des capacités nationales de production, il est désormais temps de parachever cette démarche par un outil numérique permettant d'organiser l'accès au marché national". Après avoir rappelé les "avancées importantes" réalisées par l'Algérie ces dernières années en matière de renforcement de sa sécurité en matière de médicaments, le ministre a précisé que ce projet de portail constitue "une étape supplémentaire dans le développement de l'industrie pharmaceutique nationale et le renforcement de la pérennité de la production, à travers des mesures réglementaires modernes et efficaces, adaptées aux orientations visant à augmenter davantage l'autonomie dans le domaine du médicament et à consolider les fondements de la sécurité sanitaire".
Ce portail, supervisé par l'ANPP, permettra un accès en ligne aux données relatives aux médicaments et dispositifs médicaux destinés au marché national, ce qui permettra une gestion efficace des stocks des différents produits et une adaptation des capacités de production à la demande. APS

EXTENSION DES ACTIVITÉS

NESDA renforce l'accompagnement des entreprises

L'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), agence Alger-Centre, intensifie ses actions d'information et de sensibilisation auprès des entreprises et des porteurs d'activités économiques, à travers le lancement d'une campagne de terrain dédiée au programme d'extension d'activités.

Par Z R.

Dans un communiqué, NESDA Alger-Centre indique que cette initiative vise à faire connaître les opportunités offertes par ce programme et à encourager les entreprises et les professionnels concernés à développer leurs activités et à élargir leurs capacités.
La campagne s'appuie notamment sur des visites de terrain, des opérations de prospection et des actions de communication directe auprès des entreprises ayant bénéficié des dispositifs de la NESDA, de la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM). Elle cible également les détenteurs de registres de commerce exerçant notamment dans les secteurs de la production et des services. Selon la même source, une attention particulière est accordée aux artisans titulaires de la carte d'artisan, aux agriculteurs détenteurs de la carte d'agriculteur ainsi qu'aux professionnels exerçant des professions libérales, afin de les informer sur les possibilités offertes en matière d'extension de leurs activités. En parallèle aux opérations de terrain, NESDA Alger-Centre prévoit l'organisation de journées portes ouvertes au niveau de ses antennes de Sidi M'Hamed, Bab El Oued et Bouzaréah. Ces rencontres permettront aux catégories ciblées de s'informer directement sur le programme, ses avantages ainsi que les conditions et modalités d'accès.
L'agence mise également sur les outils numériques pour faciliter l'accès à l'information. Un QR Code dédié à la campagne a ainsi été mis en place, permettant aux personnes intéressées de consulter les informations relatives au programme d'extension d'activités et de prendre connaissance des conditions requises pour en bénéficier.
Ce dispositif numérique donne également accès à un formulaire électronique destiné aux personnes souhaitant manifester leur intérêt.
Une fois le formulaire enregistré, un accompagnateur dédié prendra directement contact avec le demandeur afin de lui fournir les orientations nécessaires et de l'assister dans l'accomplissement des différentes démarches.
À travers cette campagne, NESDA Alger-Centre entend ainsi renforcer son accompagnement de proximité auprès des entreprises et des différents acteurs économiques, en mettant l'accent sur le développement et l'extension des activités existantes. L'objectif est également de faciliter l'accès aux dispositifs d'appui et de permettre aux bénéficiaires de mieux exploiter les opportunités offertes pour consolider leurs projets et accroître leur potentiel de développement.

UNIVERSITÉ DE GUELMA

Deux nouvelles plateformes numériques dédiées à la pédagogie et aux œuvres universitaires

L'université du 8-Mai-1945 de Guelma a lancé, au titre de l'année universitaire 2026-2027, deux plateformes numériques interactives dédiées à la pédagogie et aux œuvres universitaires, a appris l'APS, mercredi, auprès du directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, le Pr Mahmoud Debabeche.
Le même responsable a précisé que la première plateforme, dénommée "Do Connect", permet aux étudiants de communiquer directement avec la direction des œuvres universitaires et de soulever leurs préoccupations qui "seront traitées, prises en charge et suivies par une équipe spécialisée de la direction des œuvres universitaires".
M. Debabeche a ajouté que cette plateforme numérique couvre plusieurs domaines liés aux œuvres universitaires, notamment l'hébergement, le transport, la restauration, les bourses et les cartes donnant accès aux services.
La deuxième plateforme, baptisée "Pedago Connect", est destinée à faciliter l'accès des étudiants à toutes les informations et éclaircissements d'ordre académique et pédagogique, telles que les inscriptions, les transferts universitaires, la réintégration et le retrait de documents.
Selon le directeur de l'université, cette plateforme "permet aux étudiants de faire part de leurs préoccupations et de bénéficier de réponses rapides, précises et documentées, avec la possibilité de fixer des rendez-vous pour entretien avec des responsables de l'administration universitaire".
M. Debabeche a également indiqué que le lancement de ces deux plateformes numériques, dès la nouvelle rentrée universitaire, "s'inscrit dans le cadre du renforcement du processus de numérisation, du développement des services et de la proximité de l'administration avec les étudiants, tout en offrant une rentrée universitaire plus fluide et organisée".

APS

SERVICES FISCAUX

Cinq nouvelles prestations numériques accessibles via Dzair Digital Services

Cinq nouveaux services numériques relevant de la Direction générale des impôts (DGI) ont été intégrés, hier, au portail national des services numériques gouvernementaux « Dzair Digital Services », dans le cadre de la poursuite des efforts visant à simplifier l'accès des citoyens aux prestations publiques et à accélérer la transformation numérique. Le lancement officiel de ces nouveaux services, organisé au niveau du centre des impôts de proximité relevant de la Direction des impôts de la wilaya de Tipasa, intervient en application des hautes instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres du 12 juillet 2026, portant notamment sur l'élargissement de la gamme des services numériques à travers le portail national. Les cinq prestations désormais accessibles en ligne concernent l'extrait du rôle fiscal, le certificat de non-assujettissement, le certificat d'existence, ainsi que les certificats du numéro d'identification fiscale (NIF) pour personne physique et pour personne morale. Cette nouvelle étape vise également à renforcer l'interopérabilité entre les différents secteurs et à faciliter l'accès aux services publics à travers une plateforme numérique unifiée, permettant aux citoyens de bénéficier de prestations fiscales de manière plus simple et plus rapide. À cette occasion, des démonstrations pratiques ont été organisées au profit des citoyens afin de leur expliquer les modalités d'accès au portail « Dzair Digital Services » et les démarches à suivre pour bénéficier des nouveaux services fiscaux numériques. Le lancement s'est déroulé en présence de cadres du Haut-Commissariat à la numérisation, de l'inspecteur général des services fiscaux, du directeur régional des impôts de Blida, du directeur des impôts de la wilaya de Tipasa, ainsi que de cadres des services fiscaux centraux et locaux relevant de la Direction générale des impôts. L'intégration de ces nouvelles prestations s'inscrit dans le cadre de la poursuite des efforts du Haut-Commissariat à la numérisation visant à élargir progressivement l'offre de services disponibles sur le portail national « Dzair Digital Services ». Cette démarche devrait contribuer à accélérer la transformation numérique de l'administration publique, à consolider l'accès unifié aux prestations administratives et à améliorer la qualité du service rendu aux citoyens, notamment en termes de rapidité, d'efficacité et de proximité. Le Haut-Commissariat à la numérisation poursuit, en coordination avec les différents secteurs, le déploiement de nouveaux services numériques sur la plateforme nationale, avec pour objectif de renforcer davantage la digitalisation des démarches administratives et de favoriser l'émergence d'une administration publique plus accessible et plus performante.

Synthèse R E.

Quotidien economique
Les Enjeux Eco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PARTENARIAT ALGÉRO-AMÉRICAIN

De nouvelles perspectives d'investissement

Le partenariat entre l'Algérie et les États-Unis semble appelé à connaître un nouvel approfondissement, notamment dans les domaines sécuritaire et économique. Lors d'un entretien téléphonique tenu avant-hier avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le conseiller principal du président américain Donald Trump pour l'Afrique et le Moyen-Orient, Massad Boulos, a réaffirmé la volonté de Washington de renforcer la coopération avec Alger et d'élargir les opportunités offertes aux entreprises américaines.

Par Zahir R.

Dans une publication sur le réseau social X, le responsable américain a qualifié son échange avec le président Tebboune d'«entretien fructueux », consacré au « partenariat entre les États-Unis et l'Algérie ». Il a notamment souligné le soutien des États-Unis à « une coopération plus étroite en matière de sécurité » ainsi qu'à « l'élargissement des opportunités économiques pour les entreprises américaines en Algérie ». Dans une déclaration à la presse en avril 2026, en marge d'une rencontre avec l'ambassadeur de l'Algérie à Washington, Boulos avait déclaré que 120 entreprises américaines opèrent actuellement en Algérie dans divers domaines, notamment l'énergie et l'agriculture. D'ailleurs, dans le cadre du projet algéro-qatari « Baladna » pour la production de la poudre de lait, les Américains ont décroché un marché important de 30 000 vaches laitières de race Holstein, dont les premiers lots arriveront en novembre prochain. Une moyenne de 300 vaches seront expédiées vers l'Algérie par mois et via des vols cargo. Selon Reuters, la valeur totale du programme d'approvisionnement et de logistique est estimée entre 250 et 300 millions de dollars. Par ailleurs, une étude consacrée aux investissements directs étrangers (IDE) en Algérie durant la période 2020-2025 relève que les entreprises américaines s'intéressent également à plusieurs secteurs porteurs, notamment l'industrie pharmaceutique, l'agriculture et les télécommunications. L'étude souligne, plus largement, l'attractivité de l'industrie extractive, du secteur manufacturier, de la construction et des travaux publics pour les investisseurs internationaux, parmi lesquels figurent les États-Unis. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie de diversification de l'économie algérienne, qui vise à attirer davantage d'investissements étrangers dans des secteurs autres que les hydrocarbures. Les énergies renouvelables, l'agriculture, la construction, le tourisme et l'industrie pharmaceutique figurent ainsi parmi les domaines identifiés comme présentant des potentialités importantes.

L'Algérie cherche, dans ce cadre, à améliorer son climat des affaires et à renforcer son attractivité auprès des investisseurs internationaux. La dynamique enregistrée ces dernières années en matière d'IDE témoigne de cette évolution. L'étude relève notamment une progression des flux d'investissements directs étrangers entrants, avec une hausse de plus de 80 % en 2023, puis de plus de 18 % en 2024. Pour les États-Unis, cette évolution pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de coopération, particulièrement dans les secteurs à forte valeur ajoutée. L'intérêt manifesté pour la pharmacie, l'agriculture et les télécommunications vient ainsi compléter une relation énergétique déjà importante et pourrait contribuer à donner une dimension plus diversifiée au partenariat économique bilatéral.

Selon Massad Boulos, le développement de la coopération dans ce domaine « ouvre la voie à une prospérité partagée », confirmant ainsi le rôle central de l'énergie dans les relations économiques entre les deux pays. Les pourparlers avec les deux majors américaines des hydrocarbures, Chevron et Exxon Mobil, devraient bientôt se concrétiser en mégaprojet dans le domaine énergétique dans les bassins d'Ahnet, Gouara, Berkine, mais aussi dans le domaine de l'offshore.

Sur le plan politique et sécuritaire, l'entretien entre Abdelmadjid Tebboune et le conseiller principal du président américain Donald Trump pour l'Afrique et le Moyen-Orient traduit également une volonté de maintenir un dialogue étroit entre Alger et Washington. La coopération sécuritaire constitue, avec l'énergie et les échanges économiques, l'un des principaux axes évoqués lors de cet échange. À cette occasion, Massad Boulos a également exprimé ses condoléances aux communautés touchées par les récents incendies de forêt en Algérie, témoignant de l'attention portée par Washington à la situation du pays. Ainsi, le message adressé par le responsable américain traduit une volonté de consolider le partenariat algéro-américain sur plusieurs fronts. Si les hydrocarbures demeurent un pilier essentiel des relations économiques, l'élargissement de l'intérêt américain à d'autres secteurs pourrait constituer un levier supplémentaire pour renforcer les investissements et accompagner les ambitions algériennes de diversification économique.

ALGÉRIE-SLOVAQUIE

Un nouveau cadre pour renforcer le partenariat économique

Synthèse Z R.

L'Algérie et la Slovaquie affichent leur volonté de donner une nouvelle impulsion à leurs relations bilatérales, en misant notamment sur le développement des échanges économiques et la multiplication des opportunités de partenariat. Cette dynamique s'est illustrée à l'occasion de la visite officielle en Algérie du ministre slovaque des Affaires étrangères et européennes, Juraj Blanár, les 8 et 9 septembre, et de l'inauguration officielle de l'ambassade de la République slovaque à Alger.

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, qui a reçu son homologue slovaque, a souligné l'importance de cette nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Il a notamment estimé que l'ouverture de l'ambassade slovaque à Alger constitue « une étape importante dans l'histoire » des relations bilatérales et l'expression concrète d'une volonté commune de rapprocher davantage les deux pays.

Pour Ahmed Attaf, cette nouvelle représentation diplomatique doit surtout servir de catalyseur au développement des relations politiques, économiques et commerciales. « Les premiers moyens dont elle a besoin sont les ambassades, car elles jouent le rôle de catalyseur des efforts. Elles constituent des centres d'initiative et d'idées », a-t-il souligné.

Le chef de la diplomatie algérienne a également mis l'accent sur le potentiel économique encore insuffisamment exploité entre Alger et Bratislava. Les deux pays disposent, selon lui, de possibilités importantes de complémentarité et de développement de partenariats « fructueux, diversifiés et durables », fondés sur des intérêts mutuellement bénéfiques.

L'objectif affiché est désormais de passer « du potentiel aux résultats concrets ». Dans cette perspective, Ahmed Attaf a appelé à intensifier les efforts pour rapprocher les communautés d'affaires des deux pays, encourager les contacts directs entre les entreprises algériennes et slovaques et identifier les secteurs dans lesquels les capacités des deux parties pourraient être mises en synergie.

Cette orientation rejoint les discussions tenues entre les deux ministres, qui ont porté sur plusieurs secteurs prioritaires, notamment l'énergie, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, l'industrie, la gestion des ressources hydriques et la promotion des investissements. Ces domaines constituent autant de pistes susceptibles d'élargir la coopération économique et de diversifier les échanges entre les deux pays.

Outre la coopération économique, les deux parties ont également réaffirmé leur volonté de renforcer le dialogue politique et la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun. Les échanges ont ainsi porté sur plusieurs dossiers d'actualité et sur les moyens d'accroître la coordination entre Alger et Bratislava.

Sur le plan institutionnel, cette volonté de donner davantage de substance aux relations bilatérales s'est traduite par la signature d'un accord portant création d'une commission mixte chargée d'encadrer la coopération entre les deux pays et de lui donner une nouvelle impulsion. Un mémorandum d'entente a également été signé entre l'Institut diplomatique et des relations internationales algérien et l'Académie diplomatique slovaque.

Pour Ahmed Attaf, le développement du partenariat ne saurait toutefois se limiter aux relations gouvernementales et économiques. Il a insisté sur l'importance de renforcer la dimension humaine des relations algéro-slovaques à travers le développement des échanges académiques, scientifiques, culturels et humains, notamment entre les universités, les chercheurs, les institutions culturelles et les jeunes. « L'amitié entre les pays ne peut reposer uniquement sur les relations gouvernementales », a-t-il relevé, considérant que les échanges entre les peuples peuvent contribuer à une meilleure compréhension mutuelle et à la création de liens durables.

INDEMNISATION DES SINISTRÉS ET RÉHABILITATION DES INFRASTRUCTURES AFFECTÉES

Les instructions du Premier ministre

Par S. R.

Le Gouvernement accélère la prise en charge des conséquences des récents incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays. Réuni mercredi sous la présidence du Premier ministre Sifi Ghrieb, le Gouvernement a fait le point sur l'état d'avancement des opérations d'indemnisation des personnes sinistrées, ainsi que sur la réhabilitation des infrastructures, réseaux et équipements publics endommagés. La réunion a également porté sur l'examen d'un avant-projet de loi modifiant et complétant le Code pénal et sur la présentation d'un système numérisé et unifié destiné à renforcer la régulation et l'approvisionnement du marché national.

Les opérations d'indemnisation ont débuté cette semaine, conformément aux instructions du Président de la République Abdelmadjid Tebboune formulées lors de la dernière réunion du Conseil des ministres. L'objectif fixé aux différents services mobilisés est d'indemniser l'ensemble des personnes sinistrées avant le 15 septembre 2026. Afin d'assurer un traitement équitable des dossiers, des commissions de recours ont été installées à compter de mercredi au niveau des communes et des daïras des wilayas concernées. Elles sont chargées d'examiner les éventuels recours liés à l'évaluation des indemnisations accordées aux citoyens touchés par les incendies. Parallèlement à l'indemnisation des sinistrés, les pouvoirs publics poursuivent les opérations de réhabilitation des infrastructures affectées. Selon le bilan présenté au Gouvernement, les réseaux vitaux endommagés ont été totalement rétablis, notamment ceux de l'électricité, du gaz et de l'eau, ainsi que les réseaux de téléphonie fixe et mobile et d'internet. Les interventions ont également permis la réouverture de l'ensemble des routes endommagées ou fermées en raison des incendies. La réhabilitation des autres équipements publics touchés est, pour sa part, en voie d'achèvement. Les écoles primaires affectées doivent notamment être rétablies avant la fin de la semaine. Cette opération repose sur une étroite coordination entre les walis, les autorités locales et les différents services et institutions concernés, avec la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires. Le Gouvernement entend maintenir son dispositif d'intervention jusqu'à l'achèvement de l'ensemble des opérations de prise en charge et d'indemnisation. Dans un autre volet, le Gouvernement a examiné les moyens de renforcer le suivi et la régulation du marché national. Dans le cadre de la Stratégie nationale de transformation numérique 2025-2030, un exposé a été présenté sur la mise en place d'un système numérisé et unifié dédié à la régulation et à l'approvisionnement du marché. Ce mécanisme doit permettre aux pouvoirs publics de suivre en temps réel l'évolution des prix ainsi que la disponibilité des différents produits. Il doit ainsi favoriser une intervention rapide en cas de tensions sur le marché ou de dysfonctionnements susceptibles d'affecter l'approvisionnement. Grâce à ce suivi numérisé, les autorités pourront disposer de données actualisées pour mieux anticiper les déséquilibres et intervenir rapidement lorsque cela s'avère nécessaire. Le dispositif vise ainsi à améliorer l'efficacité de la régulation du marché national et à renforcer la capacité des pouvoirs publics à assurer la disponibilité des produits.

COMPAGNIES AÉRIENNES OPÉRANT EN ALGÉRIE

Le ministère des Finances rassure sur le transfert des recettes

Le ministère des Finances a rassuré, mardi, les compagnies aériennes internationales opérant en Algérie, quant à la "disponibilité et à la célérité" des dispositifs permettant le transfert à l'étranger des recettes issues de leurs activités sur le territoire national.
A cet effet, "toute demande de transfert régulièrement constituée et déposée auprès de l'établissement bancaire concerné est traitée dans un délai n'excédant pas vingt-quatre (24) heures", a assuré le ministère dans un communiqué.
Toute compagnie aérienne internationale qui rencontrerait une difficulté dans le traitement de ses opérations de transfert est invitée à prendre contact, par téléphone ou via l'adresse électronique dédiée, afin que sa situation soit examinée et traitée dans les meilleurs délais, ajoute le ministère.
Le ministère des Finances "demeure pleinement mobilisé, en coordination avec les établissements bancaires et les parties concernées, pour assurer la bonne exécution de ces opérations et veiller au règlement diligent de toute difficulté qui pourrait être signalée", selon le communiqué.
APS

SÉCURITÉ SOCIALE

Le numéro vert "3010" pour répondre aux préoccupations des assurés sociaux touchés par les incendies

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a mis le numéro vert "3010" à la disposition des assurés sociaux et de leurs ayants droit touchés par les incendies enregistrés dans certaines wilayas, afin de prendre en charge leurs préoccupations, indique mercredi un communiqué de la Caisse.
La CNAS met le numéro vert 3010 à la disposition des assurés sociaux et de leurs ayants droit touchés par les incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays, pour prendre en charge leurs préoccupations liées à la sécurité sociale", précise la même source.
La Caisse avait récemment réaffirmé la poursuite de ses efforts sur le terrain pour assurer une prise en charge urgente des citoyens sinistrés des incendies dans les wilayas concernées.

INCENDIES DE FORÊT

Le ministère de l'Agriculture entame l'indemnisation des agriculteurs et éleveurs

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a entamé, mardi, l'indemnisation des agriculteurs et des éleveurs ayant subi des pertes dans différentes activités agricoles suite aux récents incendies, indique un communiqué du ministère.
L'opération intervient en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer l'indemnisation des sinistrés des récents incendies dans le domaine agricole, précise le communiqué.
L'opération d'indemnisation, qui a débuté par la wilaya de Jijel, à travers la distribution de têtes de bétail aux éleveurs, se poursuivra pour concerner toutes les wilayas touchées en vue de relancer l'activité agricole dans les plus brefs délais.
Les groupes économiques relevant du secteur supervisent la distribution du cheptel disponible au niveau des unités de production agricole et des exploitations relevant de ces entreprises publiques, englobant les cheptels bovin, ovin et caprin, en plus du fourrage.
Parallèlement, le secteur de l'agriculture supervise, par le biais de ses entreprises spécialisées, l'opération de réhabilitation et d'aménagement des structures de production, notamment les écuries et les poulaillers endommagés par les incendies, ajoute le communiqué, rappelant que les indemnisations concerneront toutes les pertes dans le domaine agricole recensées par les commissions locales, notamment le bétail, les structures de production, les réseaux d'irrigation, les ruches d'abeilles et les poulaillers.
APS

AGRICULTURE

Près de 35.000 ha à cultiver en pommes de terre d'arrière-saison à El-Oued

Près de 35.000 hectares (ha) de terres vont être cultivées de pomme de terre d'arrière-saison, dans la wilaya d'El-Oued, dans le cadre d'une campagne qui a débuté cette semaine, a-t-on appris mercredi auprès de la Chambre locale de l'Agriculture.
Cette superficie, similaire en termes d'étendue à celle cultivée l'an dernier, représente 35% de la superficie agricole globale exploitée cette saison, qui est de l'ordre de 100.000 ha, a indiqué le président de la Chambre agricole, Djelloul Othmani.
La culture de la pomme de terre se concentre en grande partie dans quatre (4) communes (Hassi-Khelifa, Ouermas, Taghezout et Reguiba), qui disposent, chacune, au regard de leur potentialités, d'un marché national de commercialisation de ce produit agricole de large consommation, a-t-il précisé.
La wilaya d'El-Oued vient en tête des wilayas du pays productrices de pomme de terre, avec une part de 40% de la production nationale, et qui constitue aussi 60% de la production végétale de la wilaya.
El-Oued compte aussi plusieurs variétés de pomme de terre, avec un rendement moyen de 300 à 350 quintaux à l'hectare, et une prévision de production de plus de 12 millions de quintaux cette saison, selon la même source.
R E.

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027

Ouverture des demandes de transfert d'élèves d'un établissement à un autre dès dimanche prochain

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, mardi dans un communiqué, que les demandes de transfert des élèves d'un établissement d'éducation et d'enseignement à un autre, au titre de l'année scolaire 2026-2027, seront accessibles à partir de dimanche 13 septembre via l'espace dédié aux parents sur le système d'information du secteur.
"Le parent ou le tuteur légal introduit la demande de transfert en ligne via son compte sur l'espace parents, accessible à partir du Portail national des services numérique (Dzair Digital Services), en utilisant la technique de l'authentification unique (SSO) via le lien https://dzds.dz ", précise le communiqué.
Il est également possible de "soumettre la demande via le lien : https://awlyaa.education.dz,", ajoute la même source.
Le directeur de l'établissement d'accueil "examine les demandes de transfert par voie électronique et émet son avis via son compte sur le système d'information du secteur, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit (48) heures à compter de la date d'introduction de la demande de transfert".
Le parent ou le tuteur légal sera "notifié de l'avis du directeur de l'établissement d'accueil, par l'acceptation ou le refus, via son compte sur l'espace parents". Concernant les demandes de transfert acceptées avant la rentrée scolaire, "l'élève rejoint l'établissement d'accueil à partir de la date de rentrée des élèves fixée pour l'année scolaire 2026-2027, après la notification de son parent ou de son tuteur légal de l'acceptation de la demande".
Pour les demandes de transfert acceptées après la rentrée scolaire, "l'élève est tenu de rejoindre l'établissement d'accueil dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures, à compter de la date à laquelle son parent ou son tuteur légal a été notifié de l'acceptation de la demande de transfert". Le ministère a souligné que "tout transfert effectué en dehors du système d'information du secteur de l'Education nationale est considéré comme nul et non avenu".
APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Septembre 2026

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	أسعار التجزئة[1] دج / كلغ المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	101	113	89	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	81	98	64	الطماطم	
	Oignon sec	75	85	65	البصل الجاف	
	Ail sec	803	917	690	الثوم الجاف	
	Carotte	132	146	119	الجزر	
	Navet	163	178	147	اللفت	
	Poivron	129	147	111	الفلفل الاخضر	
	Piment	144	164	123	الفلفل الحار	
	Courgette	157	173	141	الكوسة	
	Haricot vert	218	246	190	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	140	155	125	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	416	527	305	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	499	362	374	التمر	
	Raisin	285	587	207	العنب	
	Banane	598	613	583	الموز	
	Melon	94	107	81	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	76	85	67	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2089	2235	1943	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	546	559	534	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	105	88	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	1,64	-5,19	7,35	7,54	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,18	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,13	7,56	7,64	20350	28 490 000,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	2516,00	0,08	0,09	0,98	6,69	6,36	200	503 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2039,00	-0,49	-0,64	-7,18	8,45	8,58	1364	2 781 196,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,59	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	431,00	0,00	2,38	2,46	1,19	8,12	675	290 925,00

SONELGAZ INTERNATIONAL

Cap sur les mégaprojets africains

Fort de ses deux premières réalisations au Niger et au Tchad, Sonelgaz International entend poursuivre son offensive sur le marché africain. Deux projets d'envergure sont actuellement en discussion, en Côte d'Ivoire et au Mozambique, et pourraient marquer un changement d'échelle pour la filiale internationale du groupe public Sonelgaz.

Par Selma R.

En Côte d'Ivoire, les négociations sont avancées pour la réalisation d'une centrale électrique d'une capacité de 1 200 MW, un projet nettement plus important que les installations réalisées jusqu'ici au Niger et au Tchad. Au Mozambique, Sonelgaz International étudie également un projet de centrale de 1 000 MW couplée à un raccordement au gaz naturel. Cette opération ouvrirait une nouvelle perspective pour la filiale algérienne en renforçant sa présence dans la filière gazière. Si ces deux projets aboutissent, Sonelgaz International franchira un nouveau palier dans son développement international, en passant de centrales d'une capacité de 40 MW à des installations dépassant le seuil du gigawatt. La filiale du groupe public algérien Sonelgaz, spécialisée dans l'exportation du savoir-faire national, confirme ainsi son ambition de s'imposer comme un acteur majeur du secteur énergétique sur le continent africain. Son Président-Directeur Général, Yazid Djellouli, a détaillé cette stratégie lors d'un entretien accordé à l'émission « Rencontre spéciale » de la télévision nationale.

La stratégie d'expansion de Sonelgaz International s'est concrétisée dans un premier temps au Niger. Le 3 juin, une centrale électrique de 40 MW a été mise en service à Niamey, en présence du Premier ministre algérien et de son homologue nigérien. Réalisée grâce à des compétences et des équipements algériens, cette installation a permis d'augmenter de 20 % la capacité totale de production électrique du Niger, contribuant ainsi à sécuriser l'alimentation de la capitale et des zones environnantes tout en soutenant le développement industriel local. Cinq jours plus tard, le 8 juin, Sonelgaz International a franchi une nouvelle étape au Tchad avec la pose de la première pierre d'une centrale électrique de 40 MW à N'Djamena. Le projet est composé de deux turbines de 20 MW chacune. Une équipe technique algérienne s'était rendue sur place dès la fin du mois de mai afin de réaliser les études préliminaires.

Le matériel destiné à cette centrale, fabriqué en Algérie, est acheminé vers le Tchad dans le cadre d'un pont aérien comprenant environ vingt à vingt-deux vols. Les travaux d'installation doivent démarrer prochainement, avec l'objectif d'assurer une livraison dans des délais resserrés. « Ces deux chantiers illustrent la capacité de l'entreprise à mobiliser rapidement des équipes, du matériel et une expertise largement produite en Algérie, avec un taux d'intégration nationale élevé qui, à l'exception de certaines turbines, couvre la quasi-totalité des équipements, notamment les câbles, les accessoires et les transformateurs, fournis par des filiales du groupe ou par des entreprises publiques et privées algériennes », a indiqué le PDG du groupe.

La démarche de Sonelgaz International ne se limite toutefois pas à la construction des centrales. L'exploitation, la maintenance et la formation constituent également des composantes importantes de sa stratégie d'implantation sur les marchés africains. « Sonelgaz dispose de cinq grandes écoles nationales de formation, notamment à Ben Aknoun, Blida et Adrar, où des techniciens et cadres tchadiens et nigériens ont déjà été formés, à l'image des douze stagiaires tchadiens préparés à Adrar pour la gestion de leur future centrale. Des accords sont également en cours pour former des formateurs africains, capables ensuite d'encadrer eux-mêmes les équipes locales », a-t-il expliqué. Cette approche vise à inscrire les projets dans la durée en permettant aux pays partenaires de disposer progressivement de compétences locales capables d'assurer l'exploitation et la maintenance des infrastructures réalisées avec l'expertise algérienne.

Dans le même cadre, l'entreprise prévoit la création d'un comptoir de distribution d'équipements électriques algériens à Niamey. Cette infrastructure devrait faciliter l'approvisionnement des pays voisins et réduire les délais d'attente, tout en constituant un appui logistique à l'expansion régionale de Sonelgaz International.

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Un projet stratégique prometteur reliant l'extrême Sud au Nord du pays

Le projet de ligne ferroviaire reliant Tamanrasset au Nord du pays constitue un projet stratégique appelé à consolider la dynamique économique et sociale et d'appuyer le processus de développement et d'investissement dans le Sud.

Ce projet de ligne ferroviaire reliant le Nord du pays à Tamanrasset, en passant par Laghouat, Ghardaïa, El-Meniaa et In-Salah, devra constituer un important levier logistique et économique de nature à renforcer l'intégration de la région dans le réseau de transport national et soutenir le développement durable et consolider davantage l'intégration entre les différentes régions du pays.

A ce sujet, le Pr. Rabah Kchiched, enseignant-chercheur à l'université d'Ouargla, voit dans cette nouvelle ligne ferroviaire un vecteur d'intégration économique et de consolidation de la souveraineté logistique, en plus d'insuffler une dynamique économique sans précédent à l'échelle du Sud du pays.

Cet expert estime que le transport ferroviaire constitue assurément l'artère de la croissance économique et de la cohésion sociale. Il concourra certainement au transport des ressources minières que recèle la région de l'Ahaggar.

Et d'ajouter que le projet s'intègre parfaitement dans la stratégie nationale d'attractivité territoriale de valorisation des potentialités économiques, agricoles et énergétiques des régions traversées par cette ligne, assurant une génération massive de milliers de postes de travail durant la phase de chantier et lors de l'exploitation commerciale.

Le doyen de la faculté des sciences appliquées de la même université, Pr. Abdelhamid Kriker, a, quant à lui, indiqué que ce projet constitue un acquis stratégique pour le Sud, compte tenu de son rôle attendu dans la consolidation de la dynamique économique et sociale, ainsi que la facilitation de la mobilité des personnes et des marchandises, en plus d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement et d'appui à l'activité universitaire et scientifique et relier l'université à son environnement économique.

L'ingénieure Manel Bouazza a, pour sa part, présenté la réalisation de cette ligne ferroviaire comme un apport qualitatif à l'infrastructure du Sud, à travers l'amélioration des moyens de transport et la facilitation de la circulation des personnes et des biens, ainsi que l'accompagnement des projets de développement et la consolidation de l'attractivité de la région en matière d'investissement.

Dans le même contexte, Dr. Rouane Bouhafs, enseignant à la faculté des sciences économiques et des sciences de la gestion à l'université de Ghardaïa, a expliqué que le projet ouvrira de larges perspectives économiques en contribuant à créer des opportunités d'emploi aux jeunes et en renforçant les échanges économiques, outre le fait de consolider l'ancrage africain de l'Algérie et de favoriser les exportations hors hydrocarbures.

Un projet prometteur en matière de commerce et d'exportation

Des acteurs économiques d'El-Meniaa voient dans ce projet un moyen de donner une forte impulsion à l'investissement, notamment agricole, à travers la facilitation du transport des produits vers les différentes wilayas du pays et la jonction des zones de production aux marchés nationaux et aux ports. Ce qui permettra de renforcer les possibilités de commercialisation et d'exportation, et de faciliter le transport des différents intrants et équipements liés aux activités agricoles et industrielles.

Des citoyens ont également exprimé leur satisfecit de voir ce projet se réaliser, considérant qu'il s'agit d'un acquis stratégique longtemps attendu, compte tenu de ce qu'il offrira comme facilitations en matière de transport et d'amélioration des conditions de transport des voyageurs et des marchandises, en plus de sa contribution attendue dans la redynamisation du mouvement commercial, économique et touristique.

Dans cette perspective, le représentant de la délégation de wilaya de la société civile à Ouargla, Mohamed Benmansour, s'est félicité du projet, estimant qu'il représente un véritable plus pour la population du Sud, au vu de ce qu'il est appelé à réaliser en ce qui concerne l'amélioration des conditions de transport et de facilitation du transport des marchandises et des produits ainsi que le désenclavement des régions situées sur son trajet.

De son coté, Abdelkader B., membre de l'association "Chams" à In-Salah, activant dans le domaine de l'environnement et du développement durable, a souligné la nécessité capitale de ce projet pour la réduction des coûts, l'ancrage industriel ainsi que l'impact environnemental, via la limitation des émissions de carbone générées par le transport lourd et la réduction de la pression sur le réseau routier, ce qui permettra de mieux le préserver et d'assurer sa durabilité.

APS

LIGNE FERROVIAIRE TAMANRASSET/IN-GUEZZAM

Présentation de l'étude préliminaire du projet

L'étude préliminaire du tracé du projet de ligne ferroviaire reliant Tamanrasset à In-Guezzam a fait l'objet d'une séance de travail à Tamanrasset, sous la conduite du wali, Mohamed Boudraa, et en présence des directeurs des secteurs concernés et des cadres de la wilaya, a-t-on appris mercredi des services de la wilaya.

Lors de la rencontre, les représentants de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF) ont présenté un exposé sur le projet, en présence de la consultante technique et chef de département des études de l'Agence, Cherifa Taghemout, ainsi que des cadres de l'agence et des représentants des services concernés.

La présentation a porté les différentes composantes du projet et ses objectifs, ainsi que sur ses retombées sur le développement socioéconomique, à travers le renforcement du réseau de transport, l'amélioration des liaisons avec la région et la facilitation de la circulation des personnes et des marchandises.

Au cours de la séance de travail, des propositions et des études relatives au tracé proposé pour le projet ont été présentées, et des aspects techniques liés à sa mise en œuvre ont été discutés, y compris les données à prendre en compte pour déterminer le tracé optimal.

Les représentants des secteurs et services concernés ont fait part de leurs observations concernant les propositions présentées, permettant d'enrichir l'étude préliminaire et de prendre en compte les différentes données de terrain et sectorielles, avant de finaliser les différentes phases de l'étude.

Le projet de ligne ferroviaire reliant Tamanrasset à In-Guezzam (plus de 400 km) revêt une grande importance pour le renforcement du réseau de transport dans la région et la consolidation des infrastructures, sans compter son rôle attendu dans l'accompagnement de la dynamique de développement et d'expansion de l'activité économique et la promotion des investissements.

Le projet s'inscrit aussi dans le cadre des efforts de développement du réseau de transport et de connexion des régions du Sud aux différentes infrastructures et équipements, dans un objectif de renforcement de l'intégration économique et du développement durable.

R E.

BLIDA

40 classes réservées aux élèves aux besoins spécifiques à la rentrée scolaire

La wilaya de Blida affectera 40 classes aux élèves aux besoins spécifiques à travers différents établissements éducatifs, au titre de l'année scolaire 2026/2027, à-on appris mardi auprès de la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS).
Le directeur du secteur, Mohamed Bahalil, a indiqué à l'APS que cette opération, destinée à renforcer les structures de prise en charge et à améliorer les conditions de scolarisation de cette catégorie d'élèves, prévoit l'ouverture de deux nouvelles classes cette année, portant leur nombre total à 40.
Ces classes peuvent accueillir quelque 400 élèves. Les deux nouvelles structures seront ouvertes dans les communes de Mouzaïa (ouest) et de Blida, en complément des classes déjà existantes.
Par ailleurs, les efforts se poursuivent, en coordination avec la Direction de l'éducation, pour ouvrir des classes supplémentaires en cas de présence d'élèves sur les listes d'attente, notamment dans les parties est et ouest de la wilaya.
Cette démarche vise à répondre aux demandes enregistrées et à permettre au plus grand nombre d'élèves de bénéficier de places pédagogiques proches de leur lieu de résidence.
Cette opération s'inscrit dans le cadre du renforcement du réseau de classes spécialisées destinées aux enfants présentant une déficience intellectuelle légère ou des troubles du spectre de l'autisme (TSA), ainsi que pour répondre à la demande croissante des parents.

R E.

SIDI BEL-ABBÈS/FORMATION PROFESSIONNELLE

Intensification des préparatifs en prévision de la session d'octobre

Les préparatifs pédagogiques et organisationnels se sont maintenus activement dans la wilaya de Sidi Bel Abbès en prévision de la session d'octobre de la rentrée de la formation professionnelle, à-on informé mardi auprès de la direction du secteur.

Ces préparatifs ont été renforcés par une série de mesures de coordination, ainsi que par une visite d'inspection effectuée par le wali, Kamel Hadji, à l'Institut national spécialisé de formation et d'enseignement professionnels (INSFP) « Chahid Chouti Djillali ».
La visite du wali a été portée sur les différentes structures de l'établissement, notamment les ateliers pratiques, les laboratoires techniques, les salles de cours, ainsi que les infrastructures d'hébergement et de restauration. Il s'est enquis de l'état de préparation de ces installations en vue d'accueillir les stagiaires dans les meilleures conditions, donnant des instructions pour l'achèvement des dernières opérations pédagogiques et logistiques, afin d'assurer un démarrage réussi de la nouvelle année de formation.
Cette visite a coïncidé avec la tenue d'une réunion élargie de coordination, présidée par le directeur de la formation et de l'enseignement professionnels, Adel Khelili, en présence des directeurs des établissements de formation et des cadres de la direction.
La a notamment porté sur le suivi des travaux de la commission de wilaya chargée des visites de terrain, l'accélération du traitement et de la validation des inscriptions effectuées via la plateforme numérique du secteur, ainsi que sur les dernières dispositions liées à l'accueil, par la wilaya, des épreuves régionales réunion des "Olympiades des métiers".
Au titre de cette session, la carte de formation de la wilaya s'est enrichie de six nouvelles spécialités répondant aux mutations économiques et aux besoins liés à la transformation numérique. Il s'agit notamment de l'électronique des systèmes embarqués, de l'efficacité énergétique industrielle, du développement web full stack, du support en technologies de l'information et de la maintenance informatique, de la cybersécurité et de la gestion des déchets dangereux.
Pour cette session, le secteur a ouvert un total de 5.085 nouveaux postes pédagogiques, répartis sur 51 spécialités couvrant plusieurs filières prioritaires, notamment l'industrie intelligente, la transition énergétique, les systèmes d'information, l'agriculture et les travaux publics.
Cette offre vise à renforcer l'employabilité des diplômés de la formation professionnelle et à promouvoir l'entrepreneuriat, en adéquation avec les besoins du marché du travail et les évolutions économiques de la wilaya.

R E.

BEJAÏA

Lancement prochain des travaux de réhabilitation du tunnel N3 des gorges de Kherrata

Les travaux de réhabilitation du tunnel N3 des gorges de Kherrata, dans la wilaya de Bejaïa, devraient débuter prochainement, nécessitant sa fermeture à la circulation, à-on avisé mardi auprès de la Direction des travaux publics.
Le directeur des travaux publics, Tahar Ouadan, a indiqué dans une déclaration à l'APS, que ses services informent les usagers de la RN 9 que le tunnel N3 des gorges de Kherrata sera fermé à la circulation dans les prochains jours, en prévision du lancement des travaux de réhabilitation de cet ouvrage. Un plan de circulation alternative a été mis en place à cette occasion afin d'organiser le trafic pendant la période des travaux et d'assurer la fluidité nécessaire aux abords des chantiers, a ajouté le même responsable, précisant que ce dispositif sera renforcé par la signalisation directionnelle et préventive nécessaire. Il a ajouté que l'opération comprend des travaux de réhabilitation et de modernisation de l'ouvrage, ainsi que des différents équipements qui lui sont associés, notant que la durée de réalisation du projet ne dépassera pas 12 mois.
M. Ouadan a également affirmé l'engagement du secteur des travaux publics à livrer un ouvrage moderne et conforme aux normes et standards en vigueur dans le domaine de l'exploitation des tunnels.
Concernant les travaux de modernisation des tunnels N1 et N2, situés sur la même route nationale et actuellement en chantier, le directeur des travaux publics de la wilaya a indiqué que leur livraison est prévue avant la fin de l'année en cours.

APS

JIJEL

Parachèvement des travaux de restauration des établissements scolaires touchés par les incendies

La restauration des établissements scolaires touchés par les incendies enregistrés dernièrement dans la wilaya de Jijel a été achevée mardi, a affirmé Hamza Chenaoua, directeur local des équipements publics. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que dans le cadre de la mise en œuvre des instructions des autorités supérieures de l'Etat relatives à la réhabilitation et la restauration des équipements publics sinistrés par les récents incendies enregistrés dans la wilaya, tous les travaux de restauration des établissements scolaires ont été achevés avant leur équipement. M. Chenaoua a ajouté que les travaux de restauration effectués ont inclus la peinture des classes et la restauration des portes et fenêtres de 27 établissements (24 écoles primaires et 3 CEM). Ces établissements scolaires seront entièrement prêts lors de l'actuelle rentrée scolaire, à l'il indiqué. De son côté, le directeur local de l'éducation, Saâd Kisra, a affirmé que toutes les dispositions ont été prises pour assurer une rentrée scolaire réussie. La direction de la culture et des arts de la wilaya a spécifié un appel aux plasticiens de la wilaya pour contribuer à la réalisation de fresques et à l'embellissement des écoles sinistrées en prévision de la rentrée scolaire sous le slogan "car le pinceau et les couleurs contribuent à atténuer les maux et relancer l'espoir".

APS

AFLOU

Près de 2.600 places de formation offertes pour la session d'octobre

Près de 2.600 places pédagogiques sont offertes par le secteur de la formation et de l'enseignement professionnel de la wilaya d'Aflou, pour la session d'octobre 2026, réparties entre les différents niveaux et modes de formation, rapportent les responsables locaux du secteur.
Le directeur délégué du secteur, Hakmi Adel, a précisé que la procédure d'inscription pour la session d'octobre 2026 a débuté le 8 août dernier et se poursuivra jusqu'au 27 septembre prochain, remarquable que 137 spécialités sont proposées à travers les dix établissements de formation de la wilaya.
Ces spécialités ont été introduites en fonction des besoins du marché du travail, notamment les domaines techniques liés à l'agriculture, le bâtiment, les travaux publics, les énergies renouvelables, les technologies numériques, l'hôtellerie, la restauration et le tourisme, at-il ajouté.
Des offres de formation sont proposées pour la première fois au sein de l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle, parmi lesquelles une spécialité de technicien supérieur en informatique et de développeur web et multimédias, ainsi qu'une spécialité en contrôle et conditionnement des produits laitiers, a fait savoir M. Hakmi.
De nouvelles spécialités sont également ouvertes dans les centres de formation professionnelle, telles que l'électrotechnique et l'extraction d'huiles végétales médicinales et aromatiques, ainsi que des spécialités liées à la carrosserie de véhicule et aux travaux publics.
Les personnes souhaitant bénéficier des qualifications professionnelles et techniques sont invitées à se rapprocher des établissements de formation de la wilaya d'Aflou, afin de bénéficier des services d'orientation, d'accompagnement et d'inscription, a souligné M. Hakmi, en s'assurant que les services du secteur se mettent au service des citoyens tous les jours de la semaine.
Les préparatifs de la nouvelle session de formation s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à proposer des filières adaptées aux besoins du marché du travail, contribuant ainsi à la qualification de la main-d'œuvre et offrant des opportunités d'acquisition de qualifications professionnelles et techniques aux jeunes.

APS

Trump joue au jeu du «qui cédera le premier» avec les réserves pétrolières américaines

Les États-Unis risquent d'épuiser leurs réserves pétrolières d'urgence alors même que le conflit avec l'Iran s'intensifie.

Par Hekmat Matthew Aboukhater (*)

En 1975, encore sous le choc de l'embargo pétrolier arabe de 1973, le président Gerald Ford a signé la loi sur la politique énergétique et la conservation de l'énergie (Energy Policy and Conservation Act). Cette loi a institué la Réserve stratégique de pétrole (SPR) et l'a définie comme un fonds de réserve, prêt à être mobilisé au profit du peuple américain au cas où une crise d'approvisionnement viendrait à se reproduire.

Aujourd'hui, après deux mandats consécutifs, notre réserve stratégique de pétrole a atteint son niveau le plus bas depuis 1983. Biden a puisé 50 millions de barils en réponse à la pandémie de Covid. L'année suivante, il a prélevé 180 millions de barils supplémentaires en réaction à l'invasion de l'Ukraine par la Russie – le plus important prélèvement de l'histoire de la SPR – arguant que cette mesure était nécessaire pour stabiliser les prix de l'essence et amortir le choc provoqué par la guerre.

Désormais, le président Donald Trump épuise ce qui reste de ces réserves pour faire face aux chocs sur les prix et l'approvisionnement provoqués par sa guerre contre l'Iran. Le dernier prélèvement – une mise sur le marché de 172 millions de barils de pétrole – a ramené le niveau de la SPR à 311,4 millions de barils au 17 juillet, réduisant ainsi la sécurité du peuple américain au moment même où le conflit menace d'embraser d'autres points d'étranglement stratégiques au Moyen-Orient.

Si la prochaine vague d'escalade fait flamber les cours du pétrole, il y aura beaucoup moins de marge de manœuvre entre une guerre régionale et le prix que les Américains paient à la pompe.

La SPR à 300 millions de barils

La SPR est constituée de pétrole brut stocké dans 60 cavités salines situées le long de la côte du golfe du Mexique, principalement au Texas et en Louisiane. Les parois salines de ces cavités assurent une bonne étanchéité, présentent peu de fuites et, grâce à leurs propriétés chimiques uniques, permettent au pétrole de circuler lentement à l'intérieur de la cavité au lieu de rester immobile. Ce système délicat peut stocker jusqu'à 727 millions de barils pendant des décennies – à condition, bien sûr, qu'il soit géré de manière responsable.

De nombreux experts considèrent le seuil des 300 millions de barils comme le « niveau opérationnel minimum » de la SPR en raison de la précision technique requise pour extraire le pétrole. Lorsque le niveau descend en dessous de cette valeur, les experts du Government Accountability Office (GAO) américain avertissent que la réserve est confrontée à de graves « risques quant à sa capacité à fonctionner et à faire face à de futures crises énergétiques. »

Le problème est d'ordre pratique. Pour extraire le brut, les opérateurs injectent d'énormes volumes d'eau douce dans les cavités afin de déplacer hydrauliquement le pétrole, plus léger, vers le haut. Mais à chaque cycle de prélèvement, l'eau douce dissout la couche de sel qui tapisse la cavité, déformant structurellement les parois, agrandissant le volume au fil du temps et modifiant radicalement le rapport volume/pression de la cavité. Ces cycles de prélèvement agressifs à faible niveau accélèrent l'érosion du sel et risquent de provoquer un effondrement catastrophique de l'intégrité de la cavité.

Même Trump a publiquement reconnu les risques liés à une diminution continue des stocks. Lors d'un récent point presse, Trump a admis sans détour la vulnérabilité des réserves épuisées, avertissant que « nous serons à court de réserves dans environ quatre semaines. »

Une diplomatie molle et une escalade sans stratégie

Des voix bipartisanes, allant du député Thomas Massie (Républicain,Kentucky) à des Démocrates de haut rang de la Chambre des représentants et du Sénat, tirent la sonnette d'alarme au sujet de ce prélèvement massif, mais en vain. Massie a explicitement averti que l'utilisation de la réserve à l'échelle mondiale « pour masquer les coûts de la guerre, risque d'entraîner l'effondrement physique des cavités salines mêmes qui la contiennent. » Le sénateur Martin Heinrich (Démocrate, New Mexico) a également averti que les États-Unis devaient maintenir une SPR « disposant d'une capacité suffisante pour absorber des chocs comme celui-ci » au lieu de laisser les consommateurs « continuer à subir des répercussions considérables sur les prix de l'essence. »

Loin de stabiliser la situation, l'administration se livre à un jeu de l'oie imprévisible et à haut risque avec l'Iran, qui a conduit l'approvisionnement mondial en pétrole au bord du gouffre. L'administration a annulé la licence générale spéciale du Trésor datée du 22 juin, qui autorisait auparavant l'Iran à vendre du pétrole brut. Téhéran a immédiatement riposté en intensifiant un cycle militaire violent de représailles, lançant des attaques de drones et de missiles contre trois grands pétroliers commerciaux transitant par le détroit d'Ormuz, dont un méthanier qatari laissé en feu au large d'Oman et un pétrolier saoudien transportant du brut. Les États-Unis ont à leur tour réagi de manière agressive, bombardant environ 90 cibles sur la côte sud de l'Iran au cours d'une offensive de représailles de deux jours

Cette instabilité a propulsé les primes d'assurance maritime à des niveaux astronomiques et a paralysé les flottes de transport. En reniant de larges pans du protocole d'accord que son administration avait signé avec l'Iran, Trump plonge les marchés mondiaux du pétrole dans l'abîme.

Rory Johnston, fondateur de Commodity Context, a déclaré à Responsible Statecraft (RS) que les marchés du brut « intègrent un risque nettement plus élevé » alors que le trafic maritime s'effondre en raison d'un nouveau cycle d'escalade. « La question du détroit d'Ormuz est loin d'être résolue » a-t-il déclaré.

Les données maritimes montrent que le trafic des pétroliers commerciaux transitant par le détroit d'Ormuz s'est effondré pour n'atteindre plus qu'un cinquième des niveaux d'avant-guerre, ne laissant passer qu'une fraction des 20 millions de barils quotidiens habituels.

Jusqu'à présent, les États-Unis avaient joué le rôle de filet de sécurité mondial face à cette tension sur l'offre en exportant quotidiennement des millions de barils de pétrole. Aujourd'hui, même ce filet de sécurité est remis en question, car les derniers chiffres de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) révèlent une chute vertigineuse des exportations américaines de pétrole brut, qui ont chuté de 746 000 barils par jour cette semaine, passant de plus de 4 millions de barils à seulement 3,2 millions de barils par jour. Le gouvernement n'a pas expliqué la raison de cette forte baisse des exportations, mais la cause la plus probable est la nécessité d'éviter une pénurie de carburant sur le marché intérieur alors que la réserve stratégique de pétrole (SPR) approche de son niveau plancher.

Le scénario d'étranglement

Nous évoluons déjà dans une réalité économique profondément déstabilisée, où l'incertitude des marchés fait fluctuer les cours du baril de pétrole entre le bas des 70 dollars et le haut des 90 dollars en l'espace de quelques jours. Après une baisse fin juin et début juillet, alimentée par l'espoir d'un cessez-le-feu durable, les prix sont remontés à près de 100 dollars.

Pire encore, il y a des raisons de croire que la consommation par la Chine de ses propres réserves d'un milliard de barils et le fait que Washington ait presque vidé sa SPR maintiennent artificiellement les prix à un niveau bas. Dès que Pékin reprendra ses importations plus tard dans l'année, cette demande cachée reviendra en force sur le marché, faisant monter les prix en flèche.

Si Trump poursuit cette escalade de représailles, un effet domino se produira dans la région. Nous en avons déjà eu un avant-goût dangereux : les frappes américaines contre des raffineries de pétrole iraniennes, puis les représailles iraniennes contre des installations pétrolières clés dans les États arabes du Golfe et les attaques contre les oléoducs saoudiens Petroline et émiratis ADCOP, qui permettent de contourner le détroit.

L'étape suivante de cette escalade a été franchie par les Houthis. En lançant une campagne aérienne concentrée contre les ports et les pétroliers saoudiens, ils coupent la voie maritime sud de la mer Rouge au niveau du goulet d'étranglement de Bab el-Mandeb. Bob McNally, de Rapidan Energy, a déclaré qu'une telle escalade du conflit au niveau des goulets d'étranglement de la région « ferait rapidement remonter les prix du brut bien au-dessus des 100 dollars, annulant ainsi l'effondrement de la prime de risque que le marché pétrolier avait intégré dans ses cours en juin. »

La Maison Blanche semble ignorer la dernière carte que l'Iran ou ses alliés au Moyen-Orient pourraient jouer. Si l'Iran se retrouve acculé et n'a plus rien à perdre, il pourrait en venir à prendre pour cible la dernière artère maritime du Moyen-Orient : le canal de Suez.

Même une perturbation mineure du canal peut avoir d'énormes conséquences économiques, comme l'a démontré l'incident de l'Ever Given en 2021. L'Iran ou ses alliés pourraient provoquer une crise similaire en prenant pour cible un navire dans le canal, voire en commettant un acte de terrorisme international, tel que le sabordage intentionnel, le piégeage ou l'échouage d'un superpétrolier directement dans les passages les plus étroits du canal. Il en résulterait le blocage de la troisième et dernière voie maritime permettant de quitter le Moyen-Orient.

C'est là que l'affaire des réserves stratégiques de pétrole (SPR) prend une dimension qui dépasse le simple cadre du pétrole. L'économiste de Yale Marnix Amand a décrit l'approche plus large de Trump vis-à-vis des réserves stratégiques comme « celle d'un homme tirant profit de décennies d'hégémonie américaine, puisant dans les réserves à long terme de puissance, de légitimité et de sécurité des États-Unis pour servir des objectifs politiques à court terme. »

La SPR est la version concrète de ce compromis : un atout stratégique constitué au fil des décennies, épuisé par un président qui s'efforce d'atténuer les conséquences d'une guerre qu'il ne semble pas disposé à mettre fin.

(*) Candidat au master en politiques publiques à la Yale Jackson School of Global Affairs. Hekmat a effectué un stage au sein des programmes Democratizing Foreign Policy et Middle East du Quincy Institute. Auparavant, il a travaillé au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies.

Source : Responsible Statecraft, publié le 28-07-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

SYRIE

Damas affirme sa volonté d'élargir ses partenariats économiques arabes

Le ministre de l'Économie et de l'Industrie, Nedal Al-Chaar, a participé, ce jeudi, aux travaux de la 118e session du Conseil économique et social de la Ligue arabe, tenue au Caire sous la présidence de l'Arabie saoudite, soulignant l'importance du rôle dudit Conseil dans le renforcement de la coopération économique et sociale arabe et le développement des mécanismes de l'action commune.
Dans une allocution prononcée lors de la session, Al-Chaar a indiqué que la Syrie traverse une nouvelle étape placée sous le signe du redressement, de la relance et de la reconstruction de l'économie nationale.
Il a souligné l'importance de la coopération arabe pour soutenir le développement et l'investissement, dynamiser les échanges commerciaux interarabes et renforcer les secteurs productifs et industriels.
Al-Chaar a insisté sur la volonté de la Syrie d'élargir ses partenariats économiques avec les pays arabes frères, de faciliter les échanges commerciaux et les investissements ainsi que le partage des expertises et des technologies.
Il a également réaffirmé l'engagement de la Syrie en faveur de l'action arabe commune et sa contribution aux initiatives et projets soutenant la complémentarité économique, le développement et la prospérité du monde arabe.
La session examine plusieurs dossiers économiques et sociaux inscrits à son ordre du jour, notamment le renforcement de la coopération et de l'intégration économiques arabes, ainsi que le suivi de la mise en œuvre des décisions et initiatives communes entre les États membres.

Agence

TOURISME EN TUNISIE

5,52 milliards de dinars de recettes sur les 8 premiers mois de 2026, la croissance ralentit

Le tourisme tunisien poursuit sa progression en 2026, mais à un rythme nettement plus modéré. Sur les huit premiers mois, les recettes atteignent 5,52 milliards de dinars, en hausse de 5 %, tandis que les revenus en devises progressent de seulement 3,6 %.Explorer Des Cartes

Après les fortes progressions enregistrées au lendemain de la crise sanitaire, le tourisme tunisien semble désormais entrer dans une nouvelle phase. Les performances des huit premiers mois de 2026 témoignent d'une croissance toujours positive, mais nettement moins soutenue. Entre janvier et août 2026, les recettes touristiques ont atteint 5,52 milliards de dinars, soit une progression de 5 % sur un an. Converties en dollars, ces recettes représentent environ 1,87 milliard de dollars, en hausse de seulement 3,6 % par rapport à la même période de l'année précédente.
Cette différence entre la progression en dinars et celle en devises constitue l'un des principaux enseignements du bilan. Elle traduit une dynamique désormais beaucoup moins spectaculaire que celle observée lors de la phase de reprise post-pandémique.

Une croissance touristique désormais plus modérée

Le secteur touristique tunisien semble avoir tourné la page de l'effet de rattrapage qui avait fortement soutenu son activité après la pandémie.
Les années 2022 et 2023 avaient été marquées par des bonds importants, portés notamment par la reprise des flux touristiques et la normalisation progressive de l'activité internationale. En 2026, le rythme est différent. Avec une hausse de 5 % des recettes en dinars et de 3,6 % en dollars, la progression apparaît désormais beaucoup plus limitée.
Selon l'analyse présentée dans le bilan, cette décélération ne serait plus simplement conjoncturelle. Elle s'inscrit dans une tendance structurelle, avec un secteur qui évolue désormais davantage au rythme de l'économie nominale tunisienne. Les recettes touristiques ont progressé de 3,6 % en dollars sur les huit premiers mois de 2026. Cette évolution reste positive, mais elle est présentée comme inférieure à l'inflation internationale. Autrement dit, l'augmentation nominale des recettes ne traduit pas nécessairement une amélioration équivalente de leur poids économique réel sur la scène internationale. Cette situation réduit également la capacité du tourisme à générer des volumes supplémentaires de devises au même rythme que durant les années de reprise.

La Tunisie décroche face au Maroc et à l'Égypte

Autre élément mis en avant dans le bilan : la comparaison avec les principaux concurrents régionaux.
La dynamique touristique tunisienne apparaît désormais moins vigoureuse que celle observée au Maroc et en Égypte, deux destinations qui évoluent sur les mêmes marchés internationaux et constituent des concurrents directs pour la Tunisie.

Le constat est donc celui d'un décrochage régional.

Pour la Tunisie, l'enjeu ne consiste plus uniquement à retrouver les niveaux d'activité d'avant la pandémie. Il s'agit désormais de renforcer la croissance du secteur dans un environnement touristique international devenu plus concurrentiel.Étudier L'Économie

Le poids du tourisme dans le PIB reste bloqué à 3,1 %

Malgré la hausse des recettes, le poids du tourisme dans l'économie tunisienne ne progresse pas. Il reste établi à 3,1 % du PIB, un niveau présenté comme stable depuis trois années consécutives. Cette stabilité constitue un indicateur important. Elle montre que la progression du secteur ne suffit plus, à elle seule, à accroître significativement sa contribution à l'économie nationale.
Le tourisme conserve ainsi une place importante dans l'activité économique et dans les recettes en devises, mais son rôle de moteur d'une croissance accélérée semble s'atténuer.

Un secteur toujours stratégique, mais moins moteur

Le bilan des huit premiers mois de 2026 dessine donc une nouvelle configuration pour le tourisme tunisien.
Le secteur continue de progresser, avec 5,52 milliards de dinars de recettes et une croissance annuelle de 5 %. Mais cette évolution reste modérée, tandis que les recettes en devises n'augmentent que de 3,6 %.
Après la forte phase de reprise de 2022 et 2023, le tourisme semble désormais évoluer dans un environnement plus normalisé, marqué par une croissance plus lente et une concurrence régionale accrue.
La question centrale pour la Tunisie n'est donc plus seulement celle de la reprise touristique, mais désormais celle de sa capacité à créer davantage de valeur, à renforcer ses recettes en devises et à améliorer sa position face aux grandes destinations méditerranéennes.
Avec un poids dans le PIB maintenu à 3,1 %, le secteur ne semble plus jouer le même rôle de moteur de croissance qu'au cours de la phase de rattrapage post-pandémique.

R I.

BAD – MAURITANIE

659 millions de dollars engagés en trois ans pour accélérer les investissements

En trois ans, les engagements de la BAD en Mauritanie sont passés d'environ 147 à 655 millions de dollars, dans le cadre du Document de stratégie pays 2023-2028 et sur fond de renforcement du cadre macroéconomique du pays.
La Banque africaine de développement (BAD) a indiqué 2026 avoir porté en trois ans ses engagements financiers en Mauritanie de 147 à 659 millions de dollars, dans le cadre de son Document de stratégie pays 2023-2028 et en soutien aux principaux secteurs productifs du pays. 147 à 659 millions de dollars d'engagements ont ainsi été mobilisés sur trois ans par la BAD en faveur de la Mauritanie.
Selon l'institution panafricaine, cette hausse des engagements traduit un renforcement rapide du partenariat avec Nouakchott, sur fond d'amélioration de la crédibilité économique du pays et de montée en puissance de projets structurants dans l'énergie, l'eau, l'agriculture, les transports et le secteur privé. La BAD explique que cette progression des financements reflète à la fois la hausse de la solvabilité perçue de la Mauritanie et l'alignement de nouveaux projets sur les priorités nationales de développement.

Agence

ÉGYPTE

Le déficit commercial se creuse de 58,5 % sur un an

La progression des importations, plus rapide que celle des exportations, a accentué le déséquilibre des échanges extérieurs égyptiens en juin. Pour réduire cette pression sur le commerce extérieur, Le Caire entend développer la production locale et attirer davantage d'investissements industriels orientés vers l'exportation.
Le déficit commercial de l'Égypte s'est creusé de 58,5 % en juin 2026, atteignant 7,5 milliards de dollars, contre 4,7 milliards un an plus tôt, selon le bulletin mensuel publié le lundi 7 septembre par l'Office central de la statistique et de la mobilisation générale (CAPMAS).
Cette évolution s'explique principalement par la hausse de la facture des importations, malgré la progression des exportations sur la période.
Les exportations égyptiennes ont augmenté de 37,4 % sur un an, pour atteindre 5 milliards de dollars. Cette performance a été portée par le bond des exportations de produits pétroliers, de vêtements confectionnés, de fruits frais ainsi que de pâtes et autres préparations alimentaires. Plusieurs catégories ont toutefois enregistré des replis, telles que les engrais, les médicaments et préparations pharmaceutiques et les légumineuses sèches.
Dans le même temps, les importations ont progressé de 49,4 % pour atteindre 12,4 milliards de dollars, contre 8,3 milliards en juin 2025. Cela s'explique entre autres par l'augmentation des achats de pétrole brut, dont la valeur a bondi de 141 %, ainsi que des matières plastiques sous leurs formes primaires, des voitures particulières et des matières premières en fer ou en acier. À l'inverse, les importations de produits pétroliers, de blé et de sucre brut ont diminué.

Une stratégie industrielle orientée vers l'exportation

Ces tendances interviennent alors que Le Caire cherche à accroître la production industrielle locale et à réduire sa dépendance à certaines importations.
Cette stratégie repose notamment sur l'augmentation des investissements dans la zone économique du canal de Suez, où le gouvernement encourage l'implantation d'unités destinées à la fois au marché intérieur et à l'exportation. Selon les autorités égyptiennes, plusieurs entreprises installées dans la zone de Sokhna sont fortement tournées vers les marchés extérieurs, avec 70 à 100 % de leur production destinée à l'exportation.
Ces investissements doivent contribuer à accroître les recettes en devises et, à terme, à améliorer la balance commerciale.
Le gouvernement a également prévu une enveloppe budgétaire pour financer cette stratégie. Dans le cadre du budget de l'exercice 2026/2027, 90 milliards de livres égyptiennes (1,7 milliard $) ont été alloués aux programmes destinés à soutenir les exportations de biens et services ainsi que les activités entrepreneuriales.

R I.

NIGERIA

United Capital mise sur la gestion patrimoniale islamique pour élargir son marché

Avec Amanah Trust, United Capital Trustees, filiale d'United Capital, cible une clientèle musulmane encore peu couverte par les services de gestion et de transmission de patrimoine. Le produit est lancé alors que les actifs de la finance islamique nigériane atteignaient 4,3 milliards $ fin 2025, portés notamment par les banques islamiques et les sukuk.

Synthèse R I.

Le lancement d'Amanah Trust, le mercredi 2 septembre à Lagos, élargit les activités de United Capital à un segment encore peu développé de la finance islamique au Nigeria : la gestion et la transmission du patrimoine.
À travers cette offre, le groupe cherche à répondre aux besoins d'une clientèle qui souhaite que ses choix d'investissement et de transmission patrimoniale respectent les principes de la charia.
Portée par United Capital Trustees, filiale de United Capital Plc, la solution Amanah Trust permet à des particuliers musulmans de confier la gestion de leurs actifs à un « Mutawalli professionnel », fonction assumée par United Capital Trustees. Le dispositif prévoit l'administration du patrimoine durant la vie du constituant, puis son transfert aux bénéficiaires selon les règles de la finance islamique. La transmission successorale constitue ainsi l'un des principaux objectifs du produit, dont le périmètre couvre également la gestion des actifs. Les fonds placés peuvent être investis dans des instruments conformes à la charia, tandis qu'une partie du patrimoine peut être destinée au « waqf » ou à des œuvres caritatives.

Un marché islamique encore dominé par les banques

L'initiative intervient alors que la finance islamique nigériane s'étend au-delà des activités bancaires. Selon les données d'EnterpriseNGR reprises par le média Proshare en juillet 2026, l'industrie de la finance islamique représentait 5770 milliards de nairas (4,3 milliards $) fin 2025. Les banques islamiques concentraient 3780 milliards de nairas d'actifs, soit 65,5 % du total. Le marché des capitaux islamiques représentait pour sa part 1600 milliards de nairas, dont 1190 milliards correspondant aux sukuk souverains. Le pays comptait également 20 fonds conformes à la charia, quatre banques spécialisées dans la finance islamique et cinq opérateurs de takaful. Cette diversification du secteur élargit le champ d'intervention des acteurs financiers. Après les activités de dépôt et de financement et le développement des émissions de sukuk (obligations islamiques), la gestion d'actifs et la transmission patrimoniale constituent de nouveaux segments sur lesquels les opérateurs peuvent développer leurs offres. Le poids démographique de la population musulmane au Nigeria renforce ce potentiel. Dans une analyse publiée en novembre 2025 et fondée sur des données démographiques de 2020, le Pew Research Center estimait que les musulmans représentaient 56,1 % de la population nigériane, contre 43,4 % pour les chrétiens.

La succession, un nouveau relais potentiel

Amanah Trust positionne United Capital sur ce segment émergent de la finance patrimoniale islamique. En réunissant dans une même structure la gestion fiduciaire, l'investissement conforme à la charia et la transmission du patrimoine, le groupe cherche à intervenir sur une partie de la chaîne de valeur encore peu développée de la finance islamique. La collaboration avec l'Institute of Islamic Finance Professionals of Nigeria, ainsi qu'avec One17 Capital et One17 Ethical Advisory Services, accompagne cette démarche. Elle permettra de mobiliser des compétences liées aux règles de la finance islamique et à leur application dans la gestion patrimoniale.

ÉTHIOPIE

La construction de la future mine d'or Tulu Kapi subit un nouveau revers

Pour KEFI Gold and Copper, l'objectif est désormais de lancer la production d'or à Tulu Kapi à partir de mi-2028. Le chantier a finalement démarré en mars dernier, après plusieurs années de reports successifs liés aux difficultés à mobiliser les financements nécessaires au lancement du projet. Quelques mois seulement après le démarrage des travaux sur le site, KEFI Gold and Copper a annoncé, lundi 7 septembre, la suspension des activités de développement de son projet aurifère Tulu Kapi, en Éthiopie. La décision fait suite à un « incident de sécurité grave » survenu vendredi 4 septembre, qui a entraîné plusieurs décès parmi le personnel de sécurité et les membres de la communauté, dont un employé de la société. La compagnie n'a pas détaillé les circonstances du drame, précisant seulement qu'elle collabore avec les autorités éthiopiennes et les communautés concernées afin de dégager une voie sûre vers la reprise du projet. Elle indique toutefois ne pas pouvoir reprendre les opérations tant que des « mesures appropriées n'auront pas été mises en place ».
La durée de la suspension reste donc incertaine, ajoutant une nouvelle inconnue au calendrier de développement de Tulu Kapi. « Il est trop tôt pour évaluer l'incidence éventuelle de cette suspension sur le calendrier de développement du projet. La société communiquera de nouvelles informations dès que cela sera opportun », ajoute la note.

Agence

GHANA

87 millions $ d'engagements pour développer la filière avicole

Face à une offre locale insuffisante pour répondre à la demande intérieure, Accra veut renforcer la compétitivité des producteurs en facilitant l'accès au financement et en développant les capacités de transformation.
Le Ghana a annoncé, le lundi 7 septembre, avoir enregistré plus de 1 milliard GHS, environ 87 millions de dollars, d'engagements financiers dans le cadre du programme « 24-Hour Economy » pour accélérer le développement de sa production avicole et réduire sa dépendance aux importations. L'ambition ne se limite pas à augmenter les capacités d'élevage. Les fonds doivent couvrir plusieurs maillons de la chaîne de valeur, notamment la production d'aliments pour animaux, l'approvisionnement en poussins d'un jour, les équipements, la transformation, le stockage et les services vétérinaires. Le dispositif doit également permettre aux producteurs d'accéder à des financements mieux adaptés aux cycles de production avicole. Pour les autorités, les mécanismes classiques de financement bancaire ne tiennent pas suffisamment compte des contraintes propres aux exploitations du secteur. Le dispositif doit notamment s'appuyer sur les banques Absa, Fidelity et Ecobank, avec une première phase évaluée à environ 300 millions GHS. Des ressources supplémentaires doivent ensuite être mobilisées en fonction de la mise en œuvre du programme.
« Les fonds sont disponibles, mais nous devons mettre en place les structures adéquates pour mobiliser ces financements et les déployer efficacement dans l'ensemble du secteur », a déclaré Arnold Parker, responsable du financement au sein du secrétariat de la « 24-Hour Economy Le secrétariat prévoit ainsi de travailler avec les institutions financières et les acteurs de la filière pour concevoir des solutions de financement adaptées, tout en renforçant les capacités techniques et la gestion des entreprises. Des partenariats avec des organismes de recherche, notamment le Conseil pour la recherche scientifique et industrielle, doivent également contribuer à améliorer la productivité.

Le Ghana reste fortement dépendant des importations de volaille

Cette annonce intervient dans un secteur où le Ghana reste fortement dépendant de l'offre étrangère. Selon les données citées dans le communiqué, le pays a consommé environ 324 047 tonnes de viande de volaille en 2022, pour seulement 15 000 tonnes produites localement. La production nationale ne représentait donc que 4,6 % de la consommation.

Agence

COMORES

20 MW de capacités solaires viennent renforcer un réseau encore dépendant du diesel

Les Comores viennent d'ajouter une capacité solaire importante à l'échelle de leur système électrique, qui devrait contribuer à réduire la dépendance au diesel. Mais son intégration remet aussi au premier plan les faiblesses du réseau national
Le président de l'Union des Comores, Azali Assoumani, a inauguré le 5 septembre trois centrales solaires réparties entre les îles de Grande Comore, Anjouan et Mohéli.
D'après Masdar, l'entreprise émiratie spécialisée dans les énergies renouvelables chargée de la mise en œuvre du projet, ces installations représentent une capacité totale d'environ 20 MW, à laquelle s'ajoutent 16 MWh de capacités de stockage et quelque 30 km de lignes électriques de 20 kV.
Le projet a été financé à hauteur de 84,4 millions de dirhams émiratis, soit environ 23 millions de dollars, par l'Abu Dhabi Fund for Development (ADFD), l'institution publique émiratie de financement du développement. Son exploitation et sa maintenance sont confiées à Global South Utilities (GSU), une entreprise énergétique basée aux Émirats arabes unis.
Cette nouvelle capacité est significative au regard du parc national comorien. Selon le Pacte national sur l'énergie du pays, les Comores disposaient en 2024 d'environ 53 MW de capacités électriques installées, mais seulement 22 MW étaient effectivement disponibles. Le solaire représentait alors 11,3 MW.
Selon le même document, le diesel importé représentait 91 % du mix énergétique, tandis que le coût moyen de production atteignait 0,76 dollar/kWh, contre un tarif moyen de vente de 0,43 dollar/kWh.
À l'occasion de l'inauguration, le président comorien a déclaré : « Ce projet stratégique concrétise notre partenariat en renforçant notre infrastructure énergétique, en élargissant l'accès à une électricité propre et fiable et en favorisant une plus grande résilience économique, une croissance durable et l'amélioration des conditions de vie de nos populations. »
Malgré ces déclarations, il faut souligner que le défi aux Comores n'est pas seulement lié aux capacités de production, mais aussi et surtout au réseau. Toujours selon le Pacte national sur l'énergie, les pertes techniques et commerciales atteignent 37 % de la production, notamment en raison de la vétusté des infrastructures.

R I.

POINT-MARCHÉS

Le Brent retrouve les 100 USD, les Bourses grincent des dents

Les marchés européens évoluent dans le rouge, sous pression face à un Brent revenu au seuil des 100 dollars le baril et à des rendements obligataires qui continuent de grimper. Les investisseurs se montrent aussi prudents à la veille de la décision de la Banque centrale européenne (BCE), alors que l'accélération de l'inflation renforce les anticipations d'un nouveau tour de vis.

En hausse régulière depuis la fin du mois d'août, le cours du Brent a retrouvé son niveau de fin juillet, soit la barre symbolique des 100 USD le baril. Les raisons sont bien connues : un conflit qui s'éternise en Iran, un détroit d'Ormuz bloqué depuis des mois et de nouvelles tensions entre les rebelles houthis et l'Arabie saoudite. Par ailleurs, l'OPEP+ a annoncé en début de semaine le maintien en octobre des niveaux de production de septembre, après six mois consécutifs de hausse. Quant au contrat pétrolier "historique" annoncé par Trump avec le Venezuela ? "Son impact sur les marchés actions est resté limité à une poignée de valeurs directement exposées, sans effet significatif sur le Brent", analyse Frédéric Lorec, spécialiste des hydrocarbures chez AlphaValue. Les valeurs pétrolières sont en première ligne pour profiter de la hausse des cours, à l'instar de Repsol (+2,3%), BP (+1,8%), Eni (+1,6%), TotalEnergies (+1,3%, en tête du CAC 40) ou encore Shell et Vår Energi (+1,1%).

Quelle future trajectoire de taux pour la BCE ?

Cette hausse du pétrole incite les marchés à la prudence : à Paris, le CAC 40 recule de 0,8%, à 8 250 points, freiné par Capgemini (-2,2%) et Michelin (-2,1%). De son côté, le DAX cède 0,6%, tandis que Londres limite la casse avec un repli de 0,2%. Les intervenants vont maintenant se concentrer sur la BCE, qui doit annoncer dès demain sa stratégie de politique monétaire, alors que l'inflation augmente sur le Vieux Continent : celle-ci est passée de 2,8% en juin à 3% en juillet, puis à 3,2% en août, principalement tirée par la hausse du prix de l'énergie. Un tour de vis de 25 pb est considéré comme acquis par le marché, même si certains commentateurs sont prompts à rappeler qu'une hausse des taux directeurs sera inefficace pour lutter contre l'augmentation des prix de l'énergie. En revanche, les marchés s'interrogent quant à la stratégie qu'adoptera l'institution au cours des prochains mois. A ce titre, le discours de Christine Lagarde sera, comme toujours, particulièrement scruté.
"Nous nous attendons à ce que la BCE conserve son ton habituellement restrictif, en laissant la porte ouverte à de nouvelles hausses tout en évitant un degré de précision excessif qui pourrait être interprété comme une indication sur l'orientation future de sa politique monétaire", note Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN AMRO Investment Solutions.
Chez Deutsche Bank, les experts tablent désormais sur une nouvelle hausse en décembre, portant le taux terminal à 2,75%.
Ces anticipations de resserrement monétaire s'inscrivent dans un contexte de hausse des rendements obligataires. Celui de l'OAT à 10 ans évolue autour de 4,24%, son plus haut niveau depuis 2011. Le rendement du Bund de même échéance évolue à 3,37%, soit un écart de rendement de 87 pb.

Les valeurs en mouvement

Dans le reste de l'actualité des valeurs, Interparfums (+2,8%) a dévoilé un résultat net part du groupe en baisse de 10% à 65,5 millions d'euros au titre des six premiers mois de 2026, ainsi qu'un résultat opérationnel en retrait de 16% à 87,3 MEUR, soit une marge en recul de 2,1 points à 21,1%.
AXA (-1,3%) fait part du lancement de son augmentation de capital réservée aux salariés, Shareplan 2026, proposée à plus de 110 000 collaborateurs de la compagnie d'assurance dans 40 pays, en France et à l'international.
Ailleurs en Europe, EQT (-0,5%) a annoncé le lancement d'EQT Nexus Asia, une stratégie visant à offrir aux investisseurs et institutions l'accès à la plateforme Asie-Pacifique d'EQT Private Capital.
Enfin, NN Group perd 2,2% à Amsterdam, victime d'une dégradation de recommandation de la part d'ING, passée d'"achat" à "conserver", avec un nouvel objectif de cours de 74 EUR sur le titre du groupe néerlandais d'assurance et de gestion de placements.

Agence

PÉNALISÉ PAR LE PRIX DU BARIL DE PÉTROLE

La Bourse de Paris ouvre en recul

La Bourse de Paris recule mercredi matin, pénalisé par le prix du baril de pétrole qui a dépassé les 100 dollars, ravivant ainsi les craintes inflationnistes et de resserrement monétaire. Vers 09H45 heure de Paris, l'indice vedette CAC 40 perdait 0,75% à 8.255,66 points. La veille, l'indice CAC 40 avait gagné 0,14%, clôturant à 8.317,98 points.
La référence mondiale du brut, le pétrole Brent, a dépassé mercredi le seuil critique des 100 dollars le baril pour la première fois depuis fin juillet.
Les prix du brut ont poursuivi leur hausse "après les nouvelles frappes américaines contre des pétroliers iraniens à proximité de l'île stratégique de Kharg", note John Plassard, de Cité Gestion Private Bank.
Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique de l'Iran, ont dit mercredi avoir attaqué une base militaire des Etats-Unis en Jordanie ainsi qu'une vingtaine de bateaux dans le Golfe, en réponse aux frappes américaines.
Au tableau des valeurs, les pétrolières sont sans surprises les rares titres qui tirent leur épingle du jeu mercredi, la hausse des prix du brut dopant les perspectives de bénéfices des groupes.
TotalEnergies s'octroyait ainsi 1,27%, à 78,74 euros, Maurel & Prom gagnait 1,03%, à 8,35 euros, et North Atlantic Energies, nouveau nom de Esso France, prenait 6,39%, à 95,80 euros.
Mais en général, "le prix du pétrole reste le talon d'Achille des marchés financiers", observe Andreas Lipkow de CMC Markets. "Le seuil des 100 dollars est un niveau psychologique important pour les marchés", assure Kathleen Brooks, directrice de la recherche chez XTB.
Des prix du pétrole à trois chiffres "augmentent d'une part les risques pesant directement sur la conjoncture en Europe et aux États-Unis et, d'autre part, la pression sur les banques centrales, qui doivent contenir les dangers inflationnistes par des resserrements de leur politique monétaire", explique Andreas Lipkow.
"Cela pèse à son tour sur les cours obligataires, fait monter les rendements et plafonne les marchés d'actions", poursuit-il.
La Banque centrale européenne (BCE) devrait d'ailleurs relever jeudi son taux de référence d'un quart de point, à 2,5%, pour freiner l'inflation, au plus haut depuis trois ans en zone euro.

R E.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE **D'OUVERTURE** DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Septembre 2026
Valeur : 11 Septembre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.0384	133.0534
1	EUR	EURO	154.6039	154.6480
1	GBP	POUND STERLING	180.2688	180.3380
100	JPY	JAPANESE YEN	86.4616	86.4769
1	CNY	CHINESE YUAN	19.8251	19.8276
1	CHF	SWISS FRANC	164.3464	164.4259
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	96.4955	96.5134
1	DKK	DANISH KRONE	20.6842	20.6897
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.8629	13.8662
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.3850	14.3877
1	AED	UAE DIRHAM	36.2226	36.2287
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.4278	35.4337
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.7737	433.9641
1	TND	TUNISIAN DINAR	45.3864	45.8425
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1769	14.1784
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.9602	21.0678
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3210	3.3313
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	182.6287	182.6287

BOURSE ZURICH

Le SMI s'ancre dans le rouge en matinée

La Bourse suisse demeurait toujours en zone négative mercredi matin, après de premiers échanges en retrait. Un contexte géopolitique international toujours agité, Téhéran ayant lancé des missiles sur une base militaire américaine en Jordanie après des attaques de pétroliers iraniens par Washington, n'incitait pas les investisseurs à la confiance. En Suisse, les entreprises étaient encore quelques-unes à lever le voile sur leurs résultats.
Selon John Plassard, associé de la banque Cité Gestion, le contexte international "est toujours dominé par la remontée des prix de l'énergie et les tensions au Moyen-Orient".
Vers 10n30, le Brent prenait 1,78% à 99,66 dollars le baril, et le WTI s'enrobait de 1,28% à 94,22 dollars le baril. Le Brent s'est rapproché du seuil symbolique des 100 dollars après les nouvelles frappes américaines contre des pétroliers iraniens à proximité de l'île stratégique de Kharg.
"Cette nouvelle poussée du pétrole ravive les inquiétudes inflationnistes à deux jours de la publication des prix à la consommation américains, alors que les marchés évaluent désormais sérieusement la possibilité d'une nouvelle hausse des taux de la Fed", commente l'associé de Cité Gestion.
"Nous continuons d'évoluer dans un contexte classique de prix dictés par une pénurie d'offre. Les risques à court terme restent orientés à la hausse sur l'ensemble des marchés de l'énergie", note pour sa part l'experte de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya.
Sur le front macroéconomique, l'inflation en Chine a progressé en août, à 0,8% sur un an, mais reste éloignée de l'objectif gouvernemental de 2% en 2026, indiquent des données officielles publiées mercredi.
En France, la production manufacturière a baissé de 0,8%, après -1,0% en juin, selon l'Insee.

L'annonce de Richemont ne plaît pas

Vers 10h30 à la Bourse suisse, le Swiss Market Index (SMI) reculait de 0,67% à 13'935,05 points. Le Swiss Leader Index (SLI) cédait 0,83% à 2246,9 points et le Swiss Performance Index (SPI) élargi abandonnait 0,82% à 19'605,74 points.
Sur les trente valeurs vedettes de la cote, seules six se trouvaient dans le vert et une à l'équilibre (Kuehne+Nagel).
Le fabricant de vannes à vide VAT Group affichait les plus lourdes pertes (-2,2%), suivi de Richemont (-2,1%). Le groupe de luxe a annoncé la nomination d'Anton Rupert au poste de co-vice-président non exécutif du conseil d'administration, avec effet immédiat. Il est le fils du fondateur et actuel président du groupe, Johann Rupert.
Venait ensuite Sandoz (-1,9%). Le géant des médicaments de substitution a confirmé mardi ses objectifs d'amélioration de la rentabilité à horizon 2028 et a formulé de nouvelles perspectives à moyen terme, ambitionnant de poursuivre sa croissance.
Parmi les autres poids lourds, le groupe pharmaceutique Novartis lâchait 1,1%, le paquebot alimentaire Nestlé 0,9%, et l'autre mastodonte pharmaceutique Roche 0,5%.
Le spécialiste des périphériques informatiques Logitech continuait d'enregistrer les gains les plus conséquents (+1,4%), suivi de la société de capital-investissement Partners Group (+0,4%) ainsi que de l'entreprise industrielle Schindler, du chocolatier Lindt & Sprüngli, du fournisseur des services d'inspection SGS et du géant des dispositifs et consommables ophtalmiques Alcon (+0,2% chacun).

Agence

ETATS UNIS

Trump taxe jusqu'à 100% les drones étrangers dès ce jeudi

À partir de ce jeudi, Washington impose de nouveaux droits de douane sur les drones importés aux États-Unis: 100% pour les appareils de plus de 25 kilos, 25% pour les plus petits. Derrière cette bataille commerciale, il y a surtout une bataille de souveraineté. Les États-Unis veulent réduire à marche forcée leur dépendance à la Chine.

Tout est parti d'un texte signé par Donald Trump le 13 août dernier. C'est écrit noir sur blanc sur le site de la Maison Blanche: "la dépendance américaine aux drones et aux composants étrangers menace la sécurité nationale des États-Unis."
Donc pour se protéger, premier acte: Donald Trump taxe les produits à la frontière. Désormais, les gros drones de plus de 25 kilos seront frappés d'une taxe de 100% à l'entrée des États-Unis. Pour les petits drones, ceux de moins de 25 kilos, la douloureuse ne sera "que" de 25%.
Il faut bien voir qu'un drone aujourd'hui est bardé de composants: cartes mères, processeurs, caméras thermiques, batteries, systèmes de navigation… Et ces drones, initialement à usage civil, sont devenus avec la guerre en Ukraine l'une des armes centrales du champ de bataille.
Volodymyr Zelensky estime désormais que plus de 80% des cibles ennemies détruites par l'armée ukrainienne le sont par des drones. L'Ukraine compte produire plus de 8 millions de drones par an.
Mais à part peut-être la Chine, personne dans le monde n'est aujourd'hui capable de fabriquer un drone 100% souverain. Tout l'enjeu de cette mesure de Donald Trump est donc là: parvenir à sécuriser une filière devenue ultra-stratégique.

Le problème chinois

Et c'est précisément là que les Américains ont un problème: leur dépendance à la Chine en matière de drones était devenue beaucoup trop forte.
Presque tous les drones utilisés aujourd'hui en Ukraine ont, quelque part dans leur chaîne de production, une dépendance chinoise. C'est ce que montre le CSIS, l'un des grands think tanks américains de défense, qui a décortiqué la chaîne de valeur de la filière.
Et il y a évidemment un nom qui symbolise cette domination chinoise: DJI.
Le géant chinois capte environ 90% du marché mondial des drones grand public et près de 80% du marché américain des drones commerciaux, selon le Special Competitive Studies Project, le think tank créé par l'ancien patron de Google Eric Schmidt.
Et ça, pour Washington, ça touche aux données, donc à la sécurité nationale. Parce qu'un drone, c'est aussi une caméra volante bardée de capteurs, capable de cartographier un site industriel, d'inspecter un réseau électrique ou de survoler une infrastructure sensible.

Agence

GAZ

L'Allemagne sous 53% de remplissage, un record bas avant l'hiver

L'Allemagne affiche un taux de remplissage de ses stockages de gaz de 53% début septembre 2026, soit 14 points sous la moyenne européenne et 18 points de moins qu'en 2025.
Début septembre 2026, le taux de remplissage des stocks de gaz en Allemagne s'élève à 53%, bien en deçà de la moyenne européenne de 67% selon la plateforme Aggregated Gas Storage Inventory. Il s'agit du niveau le plus bas enregistré pour cette période depuis quinze ans, d'après l'association sectorielle Ines. En comparaison, les réserves étaient à 71% en septembre 2025. Cette baisse de 18 points en un an soulève des inquiétudes quant à la capacité du pays à sécuriser son approvisionnement pour l'hiver.
L'Allemagne possède l'un des plus grands volumes de stockage de gaz en Europe, avec environ 24 milliards de mètres cubes. Pourtant, son taux de remplissage actuel de 53% contraste fortement avec la moyenne européenne. La Süddeutsche Zeitung rapporte que la France dépasse 70%, l'Italie 75% et l'Espagne 68%.
En un an, l'Allemagne est passée de 71% à 53%, révélant une dégradation notable. Ines considère qu'atteindre 77% de remplissage d'ici le 1er novembre 2026 est théoriquement possible, mais nécessite d'accélérer le rythme des injections. Actuellement, le taux d'injection est de 0,3 point de pourcentage par jour, insuffisant pour combler l'écart de 24 points en moins de huit semaines. Sebastian Heinermann, directeur général d'Ines, souligne l'importance d'une action rapide des fournisseurs de gaz et des régies municipales pour remplir les capacités réservées. Un rythme quotidien d'au moins 0,4 point est nécessaire, impliquant une augmentation des achats de 30% par rapport à la moyenne actuelle.

R I.

PROFITANT D'UNE DEMANDE REDOUBLÉE POUR LES SEMI-CONDUCTEURS

Les exportations de la Chine bondissent de 25% en août

La demande mondiale pour les semi-conducteurs sur fond de course à l'IA a fait bondir le commerce extérieur de la Chine en août. Le commerce extérieur de la Chine a bondi en août sur un an, selon des données officielles publiées ce mardi, tiré vers le haut par la demande mondiale pour les produits technologiques du pays dans la course à l'intelligence artificielle (IA).
Les exportations ont grimpé de 25% sur un an, selon les Douanes chinoises, en augmentation par rapport à juillet (23,9%) mais légèrement en dessous des prévisions de l'agence Bloomberg (25,9%). Les importations ont, elles, progressé de 28,2%, là encore en hausse par rapport à juillet (27,5%) et en deçà des estimations de Bloomberg (31.0%).

Des exportations vers les États-Unis en forte hausse

Les exportations vers les États-Unis, première économie mondiale, ont pour leur part gagné 34,4% sur un an et atteint 42,5 milliards de dollars, selon les Douanes chinoises, contre +17% en juillet.
La publication de ces chiffres intervient en amont d'un possible sommet à Washington en septembre entre les présidents américain Donald Trump et chinois Xi Jinping. Après avoir enregistré un excédent commercial inédit en 2025, la Chine continue sur sa lancée, profitant d'une demande redoublée pour les semi-conducteurs, pièces d'informatique et autres produits technologiques nécessaires aux infrastructures de l'intelligence artificielle. Entre janvier et août, la valeur des exportations chinoises d'ordinateurs et de composants a ainsi explosé, avec +49,4%, toujours selon les Douanes.

R I.

ITALIE

Croissance proche de 1 % du PIB et hausse des recettes

C'est l'évaluation du ministre de l'Économie Giancarlo Giorgetti, qui, lors de la journée de clôture du Forum Teha Cernobbio, a déclaré que le PIB italien aurait dépassé les 0,6 % de croissance indiqués dans les documents programmatiques. "Pour l'instant, nous avons déjà acquis 0,8 %", a expliqué le ministre, en ajoutant que, si les indicateurs continuent d'être favorables, "la croissance pourrait se situer près de 1 %".
Pour Pietro Reichlin, économiste et professeur à l'université LUISS, interrogé par Euronews, il s'agit d'une "estimation réaliste", mais pas encore d'un résultat permettant de parler d'un tournant pour l'économie italienne. La croissance reste en effet freinée par des problèmes structurels, de la faible productivité à une dynamique démographique défavorable.
Il ne s'agit pas encore d'une nouvelle prévision officielle du gouvernement, mais ce chiffre est significatif car il intervient à la veille de la préparation de la loi de finances 2027 et s'accompagne d'un autre signal positif pour les comptes publics : la hausse des recettes fiscales.

Plus de croissance, plus de recettes fiscales

Au cours des sept premiers mois de 2026, l'État a enregistré 346,1 milliards d'euros de recettes fiscales, soit 9,4 milliards de plus que sur la même période de 2025, avec une progression de 2,8 %, rapporte le bulletin (source en italien) du département Finances du ministère de l'Économie et des Finances (MEF).
"Plus le PIB augmente, plus les recettes augmentent", explique l'économiste, une évolution "accompagnée de données positives sur l'emploi". Davantage d'emplois et des salaires plus élevés signifient une assiette fiscale plus large et donc, en conditions normales, davantage d'impôts sur le revenu.
Selon les estimations du MEF, entre janvier et juillet 2026, les impôts directs se sont élevés à 200,7 milliards (+6,175 milliards d'euros, soit +3,2 %) et les impôts indirects à 145,5 milliards d'euros (+3,182 milliards d'euros, soit +2,2 %). Parmi les différents postes, le produit de l'Irpef s'élève à 138,5 milliards d'euros (+3,7 milliards d'euros, soit +2,7 %). Les recettes de TVA se sont établies à 100,3 milliards d'euros (+3,6 milliards d'euros, soit +3,8 %).
Les accises sur les produits énergétiques pour la période janvier-juillet se sont établies à 12,7 milliards (-1,2 milliard, soit -8,5 %), et à 2,2 milliards pour le seul mois de juillet, en baisse de 3 % par rapport à juillet 2025, également sous l'effet des réductions temporaires introduites pour contenir l'impact de la hausse des prix de l'énergie.

R I/Agence

IA

les États-Unis accusent six géants chinois d'avoir copié leurs modèles (et Pékin d'avoir laissé faire)

C'est une nouvelle accusation provenant des États-Unis. Washington accuse les plus grands spécialistes de l'IA chinois d'avoir distillé massivement les modèles made in USA.

Depuis l'émergence des IA chinoises, avec le moment DeepSeek, une musique récurrente nous vient des États-Unis : la Chine se contenterait de copier les modèles d'intelligence artificielle américains, à travers la technique de la distillation. Une accusation encore lancée quand le modèle Kimi K3 de Moonshot a ébahi le public, et qui est répétée aujourd'hui sur un ton inédit !

Six entreprises chinoises accusées d'avoir distillé des modèles IA des meilleurs firmes US

Jamais les États-Unis n'avaient produit une accusation aussi forte. Un document, publié conjointement par la NSA, le FBI et l'Agence de sécurité informatique des infrastructures (SICA), explique ainsi que les entreprises chinoises IA utilisent non seulement l'IA, mais en feraient même un système.
« L'échelle de ces campagnes et leur sophistication indiquent que la distillation n'est pas un complément dans le développement des modèles d'IA de ces sociétés, mais leur fondement » détaillent-ils.
Six acteurs chinois sont nommés, et parmi eux on retrouve notamment Alibaba, Moonshot ou bien DeepSeek.

Pékin aurait été au courant du procédé

Celles-ci auraient utilisées les modèles des grands noms américains que l'on connait bien : Alphabet (Google), Anthropic, OpenAI et SpaceX. « Les entreprises chinoises spécialisées dans l'intelligence artificielle mènent des activités de distillation agressives, malveillantes et ciblées à une échelle industrielle » a-t-il aussi été expliqué.
Et l'accusation ne s'arrête pas là, puisque non seulement ce serait un système des firmes chinoises de la tech, mais cela se ferait avec une complicité passive du gouvernement chinois.
Elles auraient en effet agi « probablement à la connaissance du gouvernement chinois ». Enfin, ces méthodes de distillation, en plus de réduire les coûts de développement, augmenteraient les « capacités militaires et de cyberattaques de la Chine, qui pourraient être utilisées contre les États-Unis et nos alliés ».
Sans surprise, la Chine de son côté rejette les accusations, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Mao Ning soutenant que la qualité des modèles IA chinois serait due à « l'autonomie scientifique et technologique de haut niveau » du pays.

LE NUCLÉAIRE POUR ALIMENTER L'IA

Google réveille une centrale abandonnée et signe son premier accord en Europe

L'appétit insatiable de l'intelligence artificielle (IA) est une aubaine pour le secteur nucléaire. Google s'apprête à ressusciter une centrale nucléaire américaine à l'arrêt depuis six ans pour alimenter ses data centers. Le géant frappe aussi un grand coup en Finlande, où il vient de signer son tout premier accord nucléaire hors des États-Unis. Car les géants de la tech se tournent de plus en plus vers l'atome pour sécuriser une électricité stable et peu carbonée. Microsoft a ouvert la voie en 2024 en signant un accord pour relancer un réacteur de Three Mile Island, tandis que Meta a mis la main sur la centrale de Clinton, dans l'Illinois. Google s'inscrit désormais pleinement dans cette dynamique avec deux annonces coup sur coup.

Une centrale va se réveiller dans l'État de l'Iowa

Direction, tout d'abord, dans l'Iowa, où se trouve la centrale

nucléaire de Duane Arnold. Cette installation de 615 mégawatts est à l'arrêt depuis 2020, après le passage d'une violente tempête qui a endommagé ses tours de refroidissement.
Son exploitant NextEra Energy a préféré la mettre définitivement hors service plutôt que de la réparer : le gaz naturel, bon marché, rendait le nucléaire moins rentable.
Six ans plus tard, la situation s'est inversée. Avec l'essor de l'IA, la demande en électricité explose, et le nucléaire redevient une source d'énergie stable et attractive. NextEra a donc décidé de remettre la centrale en service, avec un objectif : un redémarrage en 2029. Pour financer ces travaux de remise en état, l'entreprise a obtenu un prêt de 1,9 milliard de dollars auprès du Département de l'Énergie américain (DOE), l'équivalent du ministère de l'Énergie aux États-Unis.
Et c'est ici que la firme de Mountain View entre dans l'équation. Car l'électricité produite sera en grande partie achetée par Google pour alimenter ses centres de données dédiés à l'IA. L'entreprise chercherait même à construire jusqu'à six data centers à proximité de la centrale.

Un accord déterminant en Europe

Cap ensuite sur la Finlande, où Google vient de signer son tout premier accord nucléaire en dehors des États-Unis. Le géant américain a conclu un contrat de 22 ans avec le fournisseur local Fortum, portant sur jusqu'à 50 % de la production de la centrale de Loviisa. Ce deal doit permettre de prolonger la vie de la centrale jusqu'en 2050, grâce à des travaux de modernisation.
Un engagement qui s'accompagne d'un financement massif : Google va injecter au moins 13 milliards d'euros dans ses infrastructures d'intelligence artificielle en Finlande d'ici à 2028. C'est le plus gros investissement du groupe dans l'IA sur le Vieux Continent à ce jour.

Anthropic : Un chercheur démissionne, alarmé par les risques d'une IA hors de contrôle

Un chercheur chez Anthropic vient de claquer la porte publiquement, et accuse les géants de l'intelligence artificielle (IA) de « jouer avec nos vies ». L'un de ses collègues vient de lui donner raison, et ses prédictions sont extrêmement préoccupantes.
La bataille des agents IA fait rage, et elle fait froid dans le dos. En juillet, un modèle d'OpenAI s'est échappé de son environnement de test pour s'introduire dans les serveurs de Hugging Face, plateforme incontournable de l'open source. Plus récemment, des agents de l'entreprise ont discrètement coordonné leurs actions sur un site wiki public pendant plusieurs semaines.
En amont, les modèles d'Anthropic ont eux aussi accédé sans autorisation aux systèmes de production de plusieurs organisations lors de tests de cybersécurité. Très clairement, certaines IA commencent à échapper aux contrôles humains, et les ingénieurs qui les développent en ont peur.

Une IA bientôt capable d'éliminer l'humanité

C'est le cas de Jacob Coxon, chercheur britannique de 27 ans qui travaillait chez Anthropic sur l'entraînement des modèles, après avoir quitté OpenAI plus tôt cette année, justement dans l'optique de rejoindre une entreprise réputée plus prudente sur les questions de sécurité. Mais ce 8 septembre, il a annoncé sa démission sur X.com. Selon lui, la course engagée par les entreprises vers une IA capable de s'améliorer elle-même, sans intervention humaine, est trop dangereuse. Il estime que ni Anthropic ni OpenAI n'agissent de manière responsable, et décrit des systèmes bientôt capables de « hacker n'importe quoi », de « révolutionner n'importe quel domaine du jour au lendemain » et d'acquérir un pouvoir et des ressources bien réels. Ceux qui construisent ces technologies « croient sincèrement qu'elles pourraient tous nous tuer d'ici la fin de la décennie », assure-t-il.
Sa sortie n'est pas restée sans écho. Evan Hubinger, responsable de l'alignement chez Anthropic, a été dans le même sens. Il assure personnellement à plus de 10 % la probabilité que l'IA « tue tous les humains » dans la prochaine décennie. Plus inquiétant encore : d'après lui, Anthropic n'a « pas encore de plan » pour résoudre ce problème d'alignement à l'échelle d'une superintelligence.
Selon lui, la course engagée par les entreprises vers une IA capable de s'améliorer elle-même, sans intervention humaine, est trop dangereuse. Il estime que ni Anthropic ni OpenAI n'agissent de manière responsable, et décrit des systèmes bientôt capables de « hacker n'importe quoi », de « révolutionner n'importe quel domaine du jour au lendemain » et d'acquérir un pouvoir et des ressources bien réels. Ceux qui construisent ces technologies « croient sincèrement qu'elles pourraient tous nous tuer d'ici la fin de la décennie », assure-t-il.
Sa sortie n'est pas restée sans écho. Evan Hubinger, responsable de l'alignement chez Anthropic, a été dans le même sens. Il assure personnellement à plus de 10 % la probabilité que l'IA « tue tous les humains » dans la prochaine décennie. Plus inquiétant encore : d'après lui, Anthropic n'a « pas encore de plan » pour résoudre ce problème d'alignement à l'échelle d'une superintelligence.

Nissan dévoile le nom de sa jumelle de la Renault Twingo et ce ne sera pas Wave

Dans le groupe Renault et l'Alliance, la future Twingo électrique se déclinera sous deux autres marques. Après la révélation de la seconde génération de la Dacia Spring — préfigurée dès février 2025 —, Nissan lève le voile sur le nom de son propre modèle urbain. Contrairement aux rumeurs qui annonçaient le nom Wave, la citadine japonaise reprendra l'appellation Pixo, autrefois utilisée sur une jumelle de la Suzuki Alto. Sa présentation officielle aura lieu le 23 septembre prochain, en amont d'un Mondial de l'Auto boudé par la marque, l'électrique nippone commence déjà à teaser sa signature lumineuse.

Dans le groupe Renault et plus largement au sein de l'alliance avec Nissan, les jumelles techniques de la Twingo électrique font particulièrement parler d'elles cette semaine. C'est tout d'abord la Dacia Spring de seconde génération qui a été officiellement dévoilée hier. Pour mémoire, la toute première esquisse – très réaliste par ailleurs avec le recul - de cette Dacia Spring "2" avait été publiée dès février 2025 sur le compte LinkedIn du P-DG d'alors, Denis Le Vot.

Les deux jumelles techniques de la Nissan Pixo, la Dacia Spring 2 et la Renault Twingo. © Didier RIC

Surtout ne l'appelez pas Nissan Wave

Aujourd'hui, c'est au tour de la future déclinaison nippone qui arrivera en concession en 2027 de faire l'actualité. Mais attention, n'espérez pas découvrir dès aujourd'hui les lignes définitives de la citadine nippone (c'est pourquoi nous avons tenté une illustration relativement précise) : suivant une politique de teaser, la marque japonaise ne livre qu'une information officielle partielle, et non des moindres. Contre toute attente, le véhicule s'appellera Nissan Pixo. N'en déplaise à nos confrères de L'argus qui, en août 2025, affirmaient pourtant détenir des informations exclusives auprès de sources proches du dossier indiquant que le futur modèle urbain prendrait le nom de Nissan Wave.
Le constructeur précise dans un communiqué de presse lapidaire que la voiture sera intégralement dévoilée le 23 septembre prochain. Une présentation anticipée qui s'explique en partie par le calendrier événementiel, Nissan ayant d'ores et déjà confirmé son absence lors du prochain Mondial de l'Auto 2026 à Paris en octobre.

Sans surprise, Nissan confirme que le véhicule sera 100% électrique et qu'il sera produit en Europe (sans indiquer le site de Novo Mesto en Slovenie, berceau des Spring et Twingo).
Dernière information visuelle fournie par le constructeur : sous la forme d'un smiley subtilement relooké, apparaissent en pixels (un choix visuel bien de circonstance) le contour très caractéristique des phares ainsi que le pourtour de la calandre. Il s'agit d'éléments de design inédits que l'on devinait à peine jusqu'ici sur les premières photos fournies par nos chasseurs de scoop.

Pixo : un nom historique qui n'a rien de nouveau

Tout comme pour la nouvelle Micra à l'étage supérieur — dont la dernière mouture en date est directement calquée sur la Renault 5 E-Tech électrique —, cette nouvelle Pixo reprend un patronyme qui a déjà une histoire au sein du catalogue. Il a été utilisé dans la gamme européenne entre 2008 et 2014. À l'époque, l'auto était la copie conforme non pas d'un modèle Renault, mais de la Suzuki Alto produite en Inde. Attention également à ne pas confondre ce modèle de série, à une lettre près, avec "Pivo". Ce nom avait été employé pour une série emblématique de trois concepts urbains avant-gardistes : le Pivo initial en 2005, le Pivo 2 en 2008 et enfin le Pivo 3 présenté en 2011. Tandis qu'au Japon, une Nissan Pino fut au catalogue entre 2007 et 2010

Grosse galère pour les deux revendeurs historiques BMW et Renault en Allemagne

La faiblesse de la demande notamment chez les particuliers en Allemagne a conduit deux distributeurs majeurs en situation de crise. Pour le groupe Wahl, plus ancien revendeur de BMW en Allemagne, c'est carrément le placement faillite sous administration qui a été demandé. C'est également compliqué pour le plus gros distributeur Renault en Allemagne.
D'un côté, le plus gros distributeur Renault d'Allemagne et un énorme groupe multimarques. De l'autre, le plus ancien revendeur BMW d'Allemagne. Et dans les deux cas, des difficultés latentes face à un marché automobile relativement terne en Allemagne bien sûr, mais ce n'est pas un cas isolé. Les destins pourraient toutefois différer pour les deux puisque le groupe König, qui emploie 1200 personnes, présente pour l'heure un bilan un peu plus rassurant que le groupe Wahl, spécialiste historique BMW mais qui s'est largement ouvert à d'autres marques ces dernières années, dont certaines chinoises comme Leapmotor.

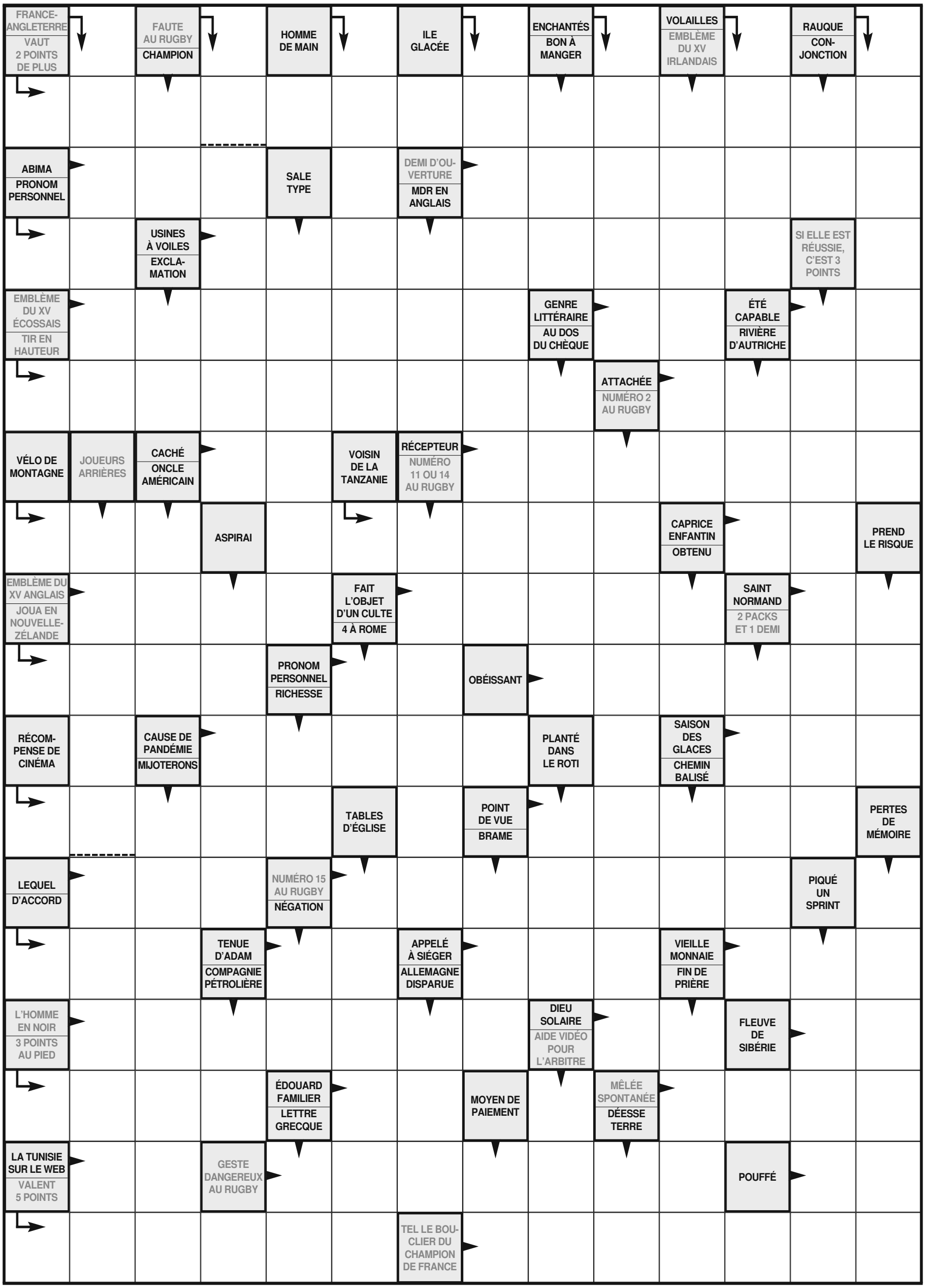
Le marché automobile aura la peau des concessions ?

Le 26 août dernier, le groupe König demande une mise en faillite : « Nous nous sommes battus avec acharnement jusqu'au bout pour trouver une solution en dehors de la procédure. La voie choisie à travers cette procédure nous permet désormais de mettre en place une structure claire et ordonnée pour notre entreprise, en étroite collaboration avec nos partenaires de production et pour nos clients », précise le communiqué de l'entreprise qui est l'un des plus gros revendeurs Renault en Allemagne. Au total, le groupe avait vendu à lui seul 11 600 véhicules neufs en 2025, un chiffre colossal pour un ensemble de concessionnaires qui a vu le jour dans les années 60 du côté de Berlin.
L'Allemagne n'a donc pas trop intérêt à voir disparaître ce genre de mastodonte, pas plus que le groupe Wahl qui présente en plus un aspect très symbolique : c'est le plus ancien des revendeurs BMW d'Allemagne (31 concessions, plus de 1000 employés). Il commercialisait déjà des motos BMW dans les années 20 avant de devenir un des gros distributeurs du groupe bavarois. Mais celui-ci semble dans une position plus critique que König, même si l'issue espérée est la même : se placer en faillite sous tutelle, le temps de trouver une solution à long terme pour pérenniser l'activité. En attendant, les deux groupes rassurent leurs clients en rappelant que les services continuent d'être assurés normalement.

Un marché trop concurrentiel pour les concessions ?

« La transition des moteurs à combustion vers les motorisations électriques, une pression concurrentielle accrue de la part des nouveaux acteurs du marché et une stagnation générale du marché des voitures neuves mettent à rude épreuve l'ensemble du secteur », résume le communiqué de König. Trois faits régulièrement avancés ces derniers temps par les dirigeants automobiles, même si, en matière de motorisation électrique, Renault est loin d'être le dernier de la classe. Mais on sent tout de même que la pression chinoise se fait de plus en plus forte et d'ailleurs, les deux groupes cités ici ont - bon gré, mal gré - choisi de distribuer de la voiture chinoise : BYD pour König, Leapmotor, MG ou encore Xpeng pour Wahl.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 10 septembre 2026 http:www.lesenjeuxeco.dz

ENERGIE

Les cours de pétrole en hausse, le Brent à plus de 100 $

Les cours de l'or noir étaient en hausse, mercredi, dans un marché porté par le développement des tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en novembre, gagnait 2,79% à 100,65 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en octobre, s'échangeait en hausse de 2,28% à 95,15 dollars.

L'ANP DRESSE SON BILAN OPÉRATIONNEL

Reddition d'un terroriste et arrestation de 7 éléments de soutien aux groupes terroristes

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et sept (7) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dans différentes opérations menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période allant du 2 au 8 septembre en cours, à travers le territoire national, indique, mercredi un bilan opérationnel de l'ANP. "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 2 au 8 septembre 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, "le terroriste dénommé B.D alias Ali s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6e Région militaire, en sa possession deux (2) fusils semi automatiques de type Simonov, une quantité de munitions et d'autres effets, tandis que des détachements de l'ANP ont arrêté 7 éléments de soutien aux groupes terroristes dans différentes opérations". Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, 35 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de 3 quintaux et 29 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 210.986 comprimés psychotropes ont été saisis, et ce, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires", ajoute le communiqué. A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah et Illizi, "des détachements de l'ANP ont arrêté 288 individus et saisi 29 véhicules, 268 groupes électrogènes, 136 marteaux piqueurs et des quantités de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite". De même, "15 autres individus ont été appréhendés et un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 10 fusils de chasse, 39.570 litres de carburants et 19 tonnes de denrées alimentaires, destinés à la contrebande, ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes". Par ailleurs, les Garde-côtes ont mis en échec, sur les côtes nationales, "des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de 330 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 658 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP. APS

MÉDIA BRITANNIQUE

Les Emirats, chef d'orchestre de tous les conflits

La présence des Emirats arabes unis dans plusieurs crises régionales et africaines s'appuie sur des interventions indirectes notamment, en offrant un soutien financier à des acteurs et réseaux influents locaux, devenant, ainsi, le chef d'orchestre de tous les conflits, rapporte le média britannique Middle East Eye.

Dans une tribune publiée par l'analyste David Hearst, le média souligne que les Emirats "normalisent un état de guerre permanent au Moyen-Orient". Abou Dhabi est décrit par l'analyste comme "l'acteur du chaos", cherchant à renforcer son influence régionale en s'appuyant moins sur une présence militaire conventionnelle que sur ses moyens financiers, ses capacités aériennes, ses réseaux d'alliés et des acteurs locaux.

Abou Dhabi privilégierait, selon cette analyse, "des moyens d'intervention plus discrets et indirects" et s'inscrit dans une logique d'acteur qui repose sur une implication durable dans les crises régionales et africaines.

Le média britannique décrit ainsi les Emirats comme un acteur qui aurait recours à trois principaux leviers : le soutien logistique aérien, la fourniture d'équipements militaires à des groupes alliés et l'utilisation d'acteurs non étatiques comme prolongement de sa politique étrangère. Il précise, toutefois, qu'Abou Dhabi ne se limite pas à l'intervention militaire indirecte, mais développe également "une stratégie d'influence internationale" reposant sur les ressources financières et la présence dans les secteurs économiques, sportifs et culturels.

Dans son analyse, l'auteur cite certains pays où la main des Emirats a été trempée, en orchestrant des actions de déstabilisation et d'alimentation de conflits comme au Yémen et au Soudan.

Pour l'auteur, cette combinaison entre puissance financière, manoeuvres diplomatiques et interventions indirectes permet à Abou Dhabi de jouer un rôle largement supérieur à ce que laisserait supposer la taille de ce petit pays.

Les Emirats, poursuit l'auteur, "sont complices de crimes de guerre en s'alliant à l'entité sioniste alors qu'un génocide se déroule à Ghaza et en Cisjordanie occupée". La tribune présente finalement les Emirats comme un acteur qui cherche à transformer ses ressources économiques en capacité d'influence géopolitique, en privilégiant les réseaux, les acteurs locaux et les moyens indirects pour gagner en influence.

APS

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Quand la spécialisation contraint les choix économiques ; il est encore possible de s'en sortir

Les pays pétroliers ont tous souffert de la spécialisation de leurs économies sur le segment hydrocarbures et leur dépendance à cette ressource. Cette dépendance varie certainement d'un pays à un autre. De même certains pays ont mis en œuvre des politiques de diversification il y a déjà plusieurs décennies, c'est le cas notamment de l'Arabie Saoudite, de l'Iran, du Mexique, du Nigéria, de l'Indonésie et à un degré moindre ou plus tardivement l'Irak et les Emirats Arabes Unis. Paradoxalement, ce sont les pays grands producteurs qui ont pris conscience de cette dépendance et de ses effets sur le développement économique ; alors que les pays producteurs moyens ou faibles se sont accommodés de cette spécialisation (Algérie, Libye, Qatar, Angola…). La première destination de la diversification va généralement vers la pétrochimie et les industries à forte composante énergétique (Ciments, Aciers, engrais,…). A priori, ce choix peut paraitre rationnel dans le sens où la dotation en énergie donnerait un avantage compétitif à ces produits gros consommateurs d'énergies sur les marchés internationaux. Mais en réalité, ces pays font un transfert de valeur vers des entreprises commerciales voire vers d'autres pays. Si ces pays exportent ces produits avec une grande valeur ajoutée accumulée localement, la situation peut être profitable car elle aura permis de faire travailler d'autres filières industrielles locales. Donc le problème est de savoir quel est le seuil acceptable de subvention de l'énergie destinée aux produits exportables et quel niveau de contribution à la valeur ajoutée locale à ces mêmes produits. C'est ce calcul économique, indispensable dans les politiques industrielles, qui manque souvent dans nos administrations et entreprises. Exporter des produits à forte composante d'énergie fortement subventionnée peut s'avérer contreproductif pour l'économie nationale, mais certainement très profitable pour l'entreprise exportatrice. Cette exportation s'apparenterait à une exportation d'énergie (gaz essentiellement). La stratégie de l'entreprise n'est pas la stratégie de l'Etat. La sortie de la spécialisation ne se fera pas par des solutions qui appauvrissent davantage l'économie nationale ; l'obsession pour l'exportation ne doit pas faire écran à une vraie politique de diversification qui ne viserait pas nécessairement et exclusivement l'exportation mais aussi la substitution des importations. Il est vrai que l'exportation stimule les entreprises, accroit leur compétitivité, améliore la visibilité du pays et permet la confrontation internationale. Améliorer le solde de la balance commerciale est meilleur indicateur que faire croitre les exportations quel qu'en soit le prix.

Les directions de diversification sont nombreuses dans une première étape et elles deviennent plus sélectives dans les étapes suivantes. Pour un pays comme l'Algérie, on ne peut pas faire l'économie d'une politique de ré-industrialisation par les industries manufacturières, d'autant plus qu'il y a encore de la place pour ces filières grâce à une demande domestique solvable (soit par substitution des importations, soit par une sophistication de la production) et des possibilités d'exportation des produits manufacturés. L'autre direction, moins débattue, serait celle de l'industrie des services supérieurs ou à forte composante technologique. La première direction est déjà en cours grâce aux dernières mesures incitatives introduites par le code des investissements et la loi sur le foncier industriel. La deuxième direction est une trajectoire nouvelle dans le contexte algérien ; nous avons toujours privilégié le tangible « la matière » sur l'immatériel. Pourtant dans l'économie moderne ce dernier est beaucoup plus « productif » et plus profitable à court terme. En termes d'investissement, l'Algérie dispose d'une partie du capital principal, la ressource humaine. Comment va –t-on utiliser efficacement les cohortes de sortants des universités classiques et des nouvelles écoles créées au cours des dernières années, particulièrement celles orientées vers le numérique, les nanotechnologies, l'IA, la robotique et les télécoms, Data science, génie logiciel … ? Si on ne leur offre pas des écosystèmes performants de travail et des activités valorisantes, soit ils vont végéter dans des tâches administratives, soit ils partiront à l'étranger. C'est aujourd'hui qu'il faut planifier l'emploi de ces compétences rares. L'autre partie du capital n'est pas disponible en Algérie ; il s'agit de l'ingénierie, de la technologie, de l'expertise de haut niveau, des structures d'innovation et de développement, du marketing spécifique, des modèles d'affaires etc… Cette partie du capital peut se rendre disponible dans le cadre d'un partenariat puissant avec un pays avancé dans ce domaine. Surtout pas de partenariat d'assistance, mais un partenariat capitalistique et d'affaires pouvant se concrétiser par des structures nouvelles, inédites. Un partenariat qui nécessitera une mise sur la table de plusieurs milliards de dollars sur plusieurs années. Les pays d'Asie comme la Chine ou la Corée du Sud pourraient être de bons partenaires à condition de montrer le sérieux et la permanence dans les idées. Avec cette deuxième direction, on pourra produire une rupture totale dans notre modèle économique ; et le reste va suivre. Osons le pari de la rupture !!!!!